

Binv'nu dins ch'Nord

L'édito

Démocratie ?

La manière de s'écouter, de se respecter, de se considérer donne l'image de la démocratie sociale que nous voulons.

Et le Congrès est une tranche de vie de cette démocratie-là. Vivre ensemble, dans une même fédération, représente un exercice pratique et un bulletin de bonne santé. Car la libre prise de parole, la prise en compte de l'opinion de l'autre, des autres, indiquent exactement notre nature réelle.

Un congrès syndical, et le nôtre n'y fait pas exception, est la photographie grandeur nature de la bonne santé de la démocratie en actes. Cette démocratie est tout bonnement niée, reniée, déniée par les états-majors patronaux.

Les lois sociales, le sort des salariés, la loi de la République, que leur importe à Quebecor, International Paper ou Sora Enzo ? Ils ferment les usines, parce qu'ils estiment leurs droits de propriétaires au-dessus des lois.

Alors, pensez, la démocratie sociale... Par-dessus le marché - ou plutôt au service du marché -, le président prétend représenter, à lui seul, et lui seul, l'unique légitimité du pouvoir, celle de l'élection présidentielle. Voilà pourquoi tout acte démocratique est utile : il vient grossir la pratique et l'expérience collectives qui serviront demain l'action, la mobilisation et la lutte dans les entreprises.





Philippe Givert



Mes chers camarades, Nous sommes fiers que la Filpac ait choisi notre région et sa capitale, Lille, pour y tenir son 6^e Congrès.

LILLE (220000 habitants), est la principale ville de la communauté urbaine qui compte 1,2 million d'habitants avec les villes de Roubaix, Tourcoing et Villeneuve-d'Ascq.

Son nom en ancien français, l'Isle, comme en flamand moderne, Rijsel, provient d'une île sur la Deûle, qui est une rivière du nord de la France.

La ville et ses environs appartiennent à la région historique de la Flandre romane, sans faire partie de l'aire linguistique du flamand. Politiquement, c'est un bastion socialiste de longue tradition, ayant remarquablement résisté, même progressé, lors des dernières élections législatives.

Syndicalement, l'Union départementale Cgt ainsi que l'Union locale de Lille sont parmi les plus importantes de France.

Connue pour sa convivialité et pour le côté besogneux de ses habitants, notre région l'est aussi pour ses clichés complètement absurdes de région sale au ciel gris. Nous avons un passé historique, un patrimoine culturel et les travailleurs de cette région connaissent la souffrance. C'est peut-être pour cette raison qu'ils ont toujours le sens de la solidarité.

Le monde ouvrier de cette région a payé un lourd tribut au nom du développement économique, et en particulier la corporation minière, lors des catastrophes : Liévin en 1974 (plus de 40 morts) et, la plus meurtrière, celle de Courrières, au début du siècle dernier, (près de 1100 morts). Une vive polémique s'instaura rapidement sur le rôle et l'arrêt prématuré des secours. Vingt jours après, vingt-quatre mineurs remontaient à la surface. Au lendemain de l'explosion, 60000 mineurs étaient en grève dans le nord de la France et dans le Borinage belge. Clemenceau, ministre de l'Intérieur de l'époque, envoya 30000 gendarmes et 13 trains de renforts militaires pour « mater » les grévistes. Les hommes passent et trépassent mais les méthodes restent.

Il y a peu, le Nord-Pas-de-Calais était une région économique et développée avec ses industries de pointe : le charbon, la sidérurgie et le textile. Aujourd'hui, la course au profit et la mondialisation ont eu raison de ces trois fleurons malgré les luttes. A cause de cela, des villes entières sont encore sinistrées. Je n'en prendrai qu'une : Denain, à 40 km de Lille, avec Usinor et ses 10000 salariés...

Aux entrées et sorties des personnels, des marées humaines envahissaient la ville et les commerces locaux, même si les estaminets

avaient la préférence. Les sportifs se souviendront de la grande équipe de basket de Denain, qui fut plusieurs fois championne de France, avec ses grands noms Jean Degros, Jean-Pierre Staelens et autres...

Aujourd'hui, les sirènes se sont tuées, les cheminées ne fument plus, le basket n'existe plus, les maisons sont murées, beaucoup de commerces ont fermé. Usinor a été rasé. Quel gâchis !

Mon propos ne se veut pas nostalgique, même si j'ai vécu tout cela en direct, mon père travaillant à Usinor.

Cela dit, le Nord a aussi ses grands hommes : le général de Gaulle, né à Lille, et Pierre Degeyter, qui écrivit les paroles de l'*Internationale* dans une maison, aujourd'hui rasée. Cocasserie de l'histoire, sur cette ruine s'érige l'imprimerie H2D, continuité de l'Héliogravure Didier Quebecor, marquée par une lutte syndicale importante. Ce même, Pierre Degeyter, après avoir écrit les paroles de l'*Internationale*, les chanta pour la première fois dans un petit estaminet d'une rue célèbre, immortalisée par un grand photographe de la région, Marcel Decubber. Cette rue, c'était la rue de la Vignette.

Et puis, je ne résiste pas au plaisir de vous citer cette anecdote qui reflète assez bien les grandes querelles politiques qui ont émaillé le Nord, mais surtout la ville de Lille.

En 1919, lorsque la droite reprit la municipalité, elle fit construire la chambre de commerce sur laquelle elle érigea un beffroi pour symboliser la puissance du patronat et de la droite réactionnaire. En 1932, Roger Salengro, alors réélu à la mairie de Lille sous l'étiquette SFIO, fit construire l'actuelle mairie surplombée d'un beffroi de 30 m plus haut que celui de la chambre de commerce symbolisant ainsi la domination ouvrière sur les puissances de l'argent. Aujourd'hui ces deux beffrois existent toujours et on peut même les visiter.

Le Nord, c'était aussi le textile avec de grands noms : Prouvot, Masurel, Mulliez, etc. Certains ont su se reconverter à temps. C'est le cas de la famille Mulliez, aujourd'hui à la tête de l'empire Auchan, Kiabi, Flunch, Boulanger, Saint-Maclou, première fortune de la région et deuxième de France derrière B. Arnault.

Le Nord est la région de France où il y a le plus de familles exonérées de l'impôt sur le revenu, mais aussi la région où il y a le plus d'impôt sur les grandes fortunes.

Néanmoins le taux de chômage est le plus élevé de France : 12 %, voire 20 % à Roubaix.

Dans ces restructurations écono-

miques, nos branches d'industrie n'ont pas été épargnées. Dans le papier, la concentration au travers de la prise de contrôle des multinationales s'est accélérée. Pour ne citer que les principales :

Beghin (2200 salariés il y a 20 ans) est passé sous contrôle italien, allemand, suédois, aujourd'hui finlandais, s'appelle Stora Enso et est descendu sous la barre des 400 salariés. Ils viennent d'ailleurs d'annoncer par la voix de leur président, Jouko Ahonen, une nouvelle restructuration avec la suppression de 1700 emplois en Europe.

Dalle et Lecomte : 800 salariés il y a vingt ans, contrôlée aujourd'hui par le finlandais Alström, est descendu sous la barre des 200 salariés.

Papeterie de l'AA : 400 salariés, contrôlée aujourd'hui par les fonds de pension britanniques avec le groupe Arjo Wiggins.

La Rochette : 500 salariés sur deux sites, aujourd'hui contrôlée par le groupe canadien Cascades, annonce des restructurations.

Socar : 400 salariés sur trois sites, contrôlée aujourd'hui par l'Irlandais Smurfit et qui vient de fusionner avec Kappa, entraînant au passage la disparition du site de Gravelines avec la suppression de plus de 50 emplois.

Iridium à Maresquel : 400 salariés il y a 10 ans, racheté en dernier lieu par International Paper et qui, malgré une lutte à tous égards exemplaire de ses salariés, a fermé ses portes en juillet de cette année. Les camarades interviendront d'ailleurs demain pour relater les innombrables actions menées, notamment celles dans la dernière période pour faire aboutir le projet chanvre dont les camarades de Stora Corbehem étaient à l'origine. Ce projet est déjà une longue histoire mais ne fait que commencer.

Dans le secteur de l'imprimerie, la fin de l'année 2006 et le début de 2007 résonnent encore de la lutte importante des salariés de Didier Quebecor à Hellemmes. Après l'annonce de la fermeture de l'entreprise, il aura fallu tout le poids du syndicat et de la Fédération pour faire barrage à quelques jusqu'au-boutistes qui, au risque d'hypothéquer un redémarrage possible, voulaient régler leurs comptes avec la direction, entraînant avec eux la perte de 270 emplois. Aujourd'hui, H2D a remplacé Didier Quebecor, 102 contrats de travail ont été sauvés et le syndicat est toujours bien présent dans l'entreprise. Aux dernières nouvelles, H2D se modernise, investit dans des chaînes de finition et les résultats d'exploitation permettent d'envisager l'avenir avec sérénité.

L'imprimerie nationale, après avoir modifié le statut de l'entreprise, s'est lancée dans une phase de restructuration entraînant des réductions drastiques d'effectifs. Soulignons néanmoins la formidable lutte des salariés avec la Cgt

pour obtenir le maintien de la fabrication du passeport mettant ainsi en échec le ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy qui disait et je cite les propos du *Canard enchaîné* « Vous ne croyez tout de même pas que je vais confier l'impression des passeports à ces gangsters de la Cgt ». Les gangsters de la Cgt que nous ne sommes pas ont eu raison du ministre de l'Intérieur et cela devrait nous ouvrir des horizons pour avoir aussi raison du président de la République d'aujourd'hui.

Autre coup de tonnerre dans ce secteur avec la disparition programmée d'une des plus anciennes imprimeries de la région, je veux parler de Danel, passée entre-temps sous contrôle sud-africain avec Litotech et venant d'être rachetée par Paragon, ce dernier ne conservant que le site de Bailleul avec des réductions drastiques d'effectifs.

L'imprimerie George Frère, passée sous contrôle belge depuis quelques années, a également subi de plein fouet les restructurations dans le groupe et les luttes des salariés avec notre syndicat ont permis de maintenir une activité avec une cinquantaine d'emplois.

MAIS JE NE SUIS PAS PERSUADÉ QUE NOUS AURIONS PU NÉGOCIER UN PLAN D'UNE TELLE QUALITÉ SI NOUS ÉTIIONS RESTÉS EN ORDRE DISPERSÉ

La liste serait longue mais, volontairement, je ne veux pas faire un inventaire à la Prévert, même si notre région, tant dans le secteur papier que dans le secteur de l'imprimerie, est une région importante. Avec ses 8000 salariés dans le papier et ses 8000 salariés dans l'imprimerie, cela nous situe au troisième rang national après Paris et Rhône-Alpes. En même temps que cette situation nous confère certaines responsabilités, c'est aussi un champ d'investigation important pour la syndicalisation et le renforcement.

Dans le secteur de la presse, *La Voix du Nord* règne en maître sur la région, tant au niveau des quotidiens que des hebdomadaires. Sur les cinq titres régionaux qui existaient il y a encore une quinzaine d'années, il n'en reste que deux, qui de plus appartiennent au même groupe, le groupe belge Rossel, propriétaire du *Soir*, *La Voix du Nord*, avec ses vingt-huit éditions qui tire à environ 300000 exemplaires, et *Nord Eclair*, tirant à 20000 exemplaires et dont

la diffusion est essentiellement concentrée sur Roubaix Tourcoing. Quant aux quotidiens départementaux, seul *Nord Littoral*, dont le siège est à Calais, filiale à 99 % de *La Voix du Nord*, retire son épingle du jeu (10000 exemplaires).

Comme vous le savez, l'histoire de ces entreprises de presse a été marquée par une scission syndicale en 1984, qui s'était traduite différemment à *La Voix du Nord* et à *Nord Eclair*, entraînant néanmoins la mise à l'écart de 1000 syndiqués.

A *La Voix du Nord*, la Cgt minoritaire chez les ouvriers du Livre était essentiellement implantée au secteur des rotatives. Pour *Nord Eclair*, la Cgt était majoritaire et implantée essentiellement au secteur prépresse.

Aujourd'hui, je puis vous dire que, vingt-deux ans de division, ça laisse des traces et sans vouloir donner de leçons à quiconque, je voudrais dire à l'ensemble des congressistes que, face à des situations difficiles, le chemin à prendre pour régler n'est pas forcément la ligne droite. Cela dit, je suis aussi content d'annoncer que la réunification dont nous vous avions déjà parlé au Congrès de Strasbourg puis à celui de Nantes est maintenant effective et que, depuis avril 2006, lors d'un congrès extraordinaire, les deux syndicats ont décidé de fusionner pour n'en faire plus qu'un seul. C'était l'objectif prioritaire que je m'étais fixé lors de mon arrivée à Lille en 1986. Il aura fallu vingt ans pour y parvenir et je voudrais remercier tous ceux qui ont contribué à cette réunification.

Je voudrais juste ajouter que ce regroupement nous ouvre aujourd'hui de nouvelles perspectives pour conquérir des droits nouveaux et de meilleurs accords. J'ajoute, qu'après que nos deux syndicats aient rencontré la direction de *La Voix du Nord*, nous avons obtenu de celle-ci le maintien de nos mandats respectifs, ce qui, dans le contexte actuel, est déjà la traduction d'un certain rapport de forces. Ce nouveau rapport de forces nous a permis de négocier un plan de modernisation sociale de qualité, assurant à la fois la garantie d'un volume de travail ainsi que le maintien des salaires pour les personnels et un véritable plan de modernisation, tant dans le secteur prépresse que dans le secteur de l'impression. Nous sommes résolument partis de l'idée que le progrès social ne pouvait laisser la place à la régression, au nom de la modernité et de la mondialisation. Mais je ne suis pas persuadé que nous aurions pu négocier un plan d'une telle qualité si nous étions restés en ordre dispersé. Cette réunification en fait nous ouvre de nouveaux espaces pour relever de nouveaux défis avec de nouveaux espoirs.

Ça tombe bien, ce sont les mots d'ordre de notre congrès !

Encore une fois, bienvenue à Lille et bon congrès !



www.nego-ce.com



Ouverture du Congrès



Chers camarades, chers amis, chers invités,

Mesdames, Messieurs,

Depuis la création de la Filpac-Cgt, en 1986, jamais un congrès fédéral n'a eu autant de pain sur la planche et n'aura eu à prendre des décisions autant déterminantes pour l'avenir. C'est dire que nous voulons, à l'issue de ce Congrès, pouvoir porter un message de confiance, chargé de détermination, d'espoirs, aux salariés de nos branches et industries. Oui, nous voulons que ce 6^e Congrès soit fondateur d'une renaissance revendicative, d'une confiance retrouvée du monde du travail dans le syndicalisme, d'une unité syndicale reconstituée, d'un renforcement significatif des capacités d'action de la Fédération dans une Cgt qui, on l'a vu lors de son 48^e Congrès, poursuit les mêmes objectifs.

Le lieu s'y prête. Il a valeur de symbole. Une ville dans laquelle le syndicalisme est particulièrement présent dans toute sa diversité et qui a contribué à fonder toute l'organisation économique, sociale et politique. Une région marquée par des luttes syndicales, de l'origine de la classe ouvrière jusqu'à nos jours. Nous aurons l'occasion d'en être témoins dans les jours prochains.

Symbole d'une des caractéristiques de notre syndicalisme : ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui peut nous diviser. Nous avons connu, dans cette ville, il y a plus de 20 ans, une division du syndicat Métropole Nord sur des divergences qui ne valaient pas une scission. Elle s'est faite pourtant et a confirmé ce que nous avons souvent répété du haut de la tribune des congrès : il faut bien peu de choses et bien peu de temps pour se diviser, il faut une éternité pour se réunifier. Cela a duré 20 ans, ici à Lille, mais la réunification peut être fêtée et cela mérite bien de tenir notre Congrès dans cette ville.

Pour porter, haut et fort, la volonté de la Fédération de rassembler en son sein toutes les différences et pour saluer les acteurs de cette réunification qui fut si longue et si souvent mise en péril. Ceux des camarades qui sont là, et tous les autres qui les ont accompagnés, ont su surmonter les chausse-trapes pour ne rester que sur l'objectif essentiel : se rassembler à nouveau. Permettez-moi, au nom de la Fédération, de remercier ceux qui ont mené cette entreprise, Philippe Givert, notre délégué fédéral, et Michel Vanhonacker, à présent le délégué presse du syndicat Métropole Nord.

Je ne voudrais pas oublier Emile Ollivier qui a, tout au long de ses années, su préserver les possibilités, malgré de nombreuses sollicitations, d'un retour du syndicat autonome au sein de notre Fédération, ainsi que tous les camarades qui ont su comprendre que l'unité retrouvée valait bien le dépassement des incompréhensions et querelles qui ne manquent pas de surgir dans de telles situations. Merci à eux tous.

Chers camarades. Nouveaux espaces, nouveaux défis, nouveaux espoirs : nous vous proposons, lors de ce Congrès, d'aller au-delà du slogan.

La dimension inédite de la confrontation sociale

Personne ici, et a fortiori dans la salle du Nouveau Siècle à Lille, ne croit « au bon vieux temps ». Nous savons bien que les remises en cause des conquêtes sociales sont une constante dans la société capitaliste. Ce que le patronat ou le pouvoir doivent lâcher un jour devient immédiatement l'objet d'une revanche à prendre.

Mais il faut bien dire qu'avec ce président de la République, nous nous trouvons dans une dimension inédite de la confrontation sociale. Il s'est assigné un but très clair : jeter les bases d'un nouveau contrat social dans notre pays, contrat basé sur une signature individuelle, conduisant à l'insécurité sociale et à une précarité qui suivra chacune et chacun d'entre nous durant toute l'existence.

Pour cela, il faut qu'il achève la première partie des travaux, c'est-à-dire abattre les fondations sociales qui existent encore dans ce pays et qui sont construites sur la solidarité et l'esprit collectif. Un des idéologues du Medef, Denis Kessler, l'a exprimé tout haut dans une entrevue au magazine *Challenges* : « Il s'agit de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. » Il faut rappeler, ici, que c'est dans l'esprit de ce programme qu'ont été fondées de grandes avancées sociales, telles que la Sécurité sociale, puis les conventions collectives, la création des comités d'entreprise, les lois sur la presse, etc.

Dès cet été apparut la nature profonde de cette politique : pour les uns, les plus nantis, le bouclier fiscal, pour d'autres, la remise en cause de leurs droits. Si Sarkozy s'attaque prioritairement à la fonction publique ou au secteur public et nationalisé, c'est bien pour donner le ton, pour ouvrir la voie dans laquelle l'ensemble du patronat pourra s'engager dans les branches et sur le plan interprofessionnel.

Nous ne sommes pas dupes : remettre en cause les régimes spéciaux de retraite tel que cela se passe aujourd'hui, et qui ne règlera en rien le problème fondamental qui se pose à notre système, c'est préparer une attaque en règle contre l'ensemble des retraites.

Mais c'est également le moyen de tenter d'occulter les cadeaux fiscaux, l'absence de taxation

des stock-options, la dépénalisation du droit des affaires... et la mise en place d'une franchise médicale quasi généralisée qui va encore frapper les plus démunis.

Mais avec la politique Sarkozy, il y a aussi la méthode. D'abord la conception de la démocratie : ainsi, il suffirait d'être élu président de la République tous les cinq ans. Entre-temps, le programme s'appliquerait ! N'est-il pas inquiétant, sur le fond, que le premier magistrat d'un pays méprise à ce point la démocratie sociale, celle qui doit justement être l'expression permanente de la vie démocratique dans toutes les sphères de la société ? N'est-il pas préoccupant, pour tous défenseurs des libertés fondamentales, de voir le premier personnage de l'Etat réduire la démocratie à un vote quinquennal (présidentielle et législative) !

L'ABSENCE D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE CLAIRE À GAUCHE ET D'UNE STRATÉGIE UNITAIRE A JETÉ UN TROUBLE INDÉNIABLE DANS LA POPULATION

Ce n'est plus de la délégation de pouvoir, c'est le retour du plébiscite napoléonien. Il en va ainsi avec le fameux traité constitutionnel simplifié : les Français rejettent le premier traité par voie référendaire, eh bien ! Le nouveau ne leur sera pas soumis. Cette manœuvre de derrière les fagots est inadmissible et nous devons exiger que tout texte portant sur une constitution passe par l'expression du peuple français par référendum.

Tout aussi révélateur est la manière de traiter l'immigration, question complexe qui mérite une grande attention, une profonde concertation assidue, une profonde humanité, surtout pour ceux qui sont venus chez nous dans des conditions difficiles, fuyant misère et désespoir.

Considérer ces personnes à travers des chiffres d'expulsion à atteindre et obliger les forces de police à multiplier les rafles est inqualifiable. Et inscrire, dans une loi déjà très dure, les contrôles ADN pour assurer le

regroupement familial touche à des valeurs qui dépassent le seul cadre du traitement de l'immigration.

Nous partageons, avec une grande partie de personnalités et d'organisations, le profond malaise que cela fait naître quand on voit, en plus, dans toute l'Europe, se développer des thèses néofascistes, et que des élections couronnent des politiques xénophobes, comme cela fut encore le cas en Suisse dernièrement.

Nous savons bien que les élections présidentielles en France ont été gagnées sur de vrais sujets : oui, la droite a réussi à faire oublier qu'elle était seule au pouvoir depuis douze ans. Oui, Sarkozy a abordé des thèmes qui parlaient aux gens : la baisse du pouvoir d'achat, les délocalisations, le rôle de l'Etat, l'avenir de la protection sociale...

Qu'il n'ait pas apporté les bonnes réponses est un autre problème que nous allons développer plus loin dans ce rapport. Mais avouons aussi que l'absence d'une alternative politique claire à gauche, d'une stratégie unitaire des forces antilibérales, a jeté un trouble indéniable dans la population.

La confusion s'accroît encore avec la politique dite « d'ouverture » et la présence de ministres non issus de l'UMP. Evidemment, cela permet une certaine clarification sur les convictions réelles qui animaient ces personnalités dans le passé, mais il faut également mesurer le trouble que cela crée dans une partie de l'opinion publique.

Bien sûr qu'un jour ou l'autre une rupture interviendra entre le président de la République, l'ensemble de ses promesses, et l'opinion publique : les promesses non satisfaites sont toujours une base de rupture. La vérité éclate toujours, cela n'est qu'une question de temps !

Déjà on voit bien naître un désenchantement, y compris dans les sondages qu'il affectionne particulièrement. Mais le mouvement syndical ne peut attendre, car trop de mauvais coups seront mis en œuvre et s'appliqueront, même si l'impopularité gagne. Nous ne pouvons pas attendre car les salariés seront les premières victimes et parmi eux, ceux qui souffrent le plus, les pauvres, car il y a aujourd'hui des salariés pauvres, les précaires, tous les « sans » : logis, travail, protection...

Résister en créant un vaste mouvement rassembleur

Le gouvernement avec le Medef imposent un calendrier infernal et les sujets abordés, tous d'importance : le contrat de travail, le pouvoir d'achat, la protection sociale et les retraites, la politique industrielle et l'emploi... L'objectif est bien celui énoncé plus tôt : ouvrir tous les chantiers et imposer des réformes.

Le gouvernement fixe l'objectif et il ne reste plus qu'à en négocier l'application... sinon les choses se régleront par décret. Voilà toute la brutalité sarkozienne étalée sur la scène publique. En multipliant les dossiers, il compte également sur un éparpillement de nos forces.

L'adversaire est de taille, il a les appuis qu'il faut, auprès du patronat, des banques, des médias. Il n'a pas de scrupules. Nous devons nous donner les moyens de relever le défi.

Dès fin juillet, période pas la plus aisée pour eux, la Cgt a réussi à mobiliser les travailleurs lors d'une manifestation contre la loi sur le service minimum. Durant le mois de septembre, de nombreuses journées d'action ont permis d'ouvrir la discussion avec les salariés. Des initiatives se multiplient, pas toujours à l'appel des seuls syndicats : sur la question des franchises médicales, sur les tests ADN, sur le logement et le traitement inhumains des sans-logis...

Le dernier rassemblement à l'appel de l'amicale de Chateaubriand a réuni près de 5 000 personnes dans la carrière en hommage aux fusillés du 22 octobre 1941 parmi lesquels le secrétaire général de la FTIP, Désiré Granet, ainsi que Guy Môquet. Cela a permis de rappeler, au-delà de la lettre émouvante lue dans les écoles, que ce dernier fut un des 27 martyrs communistes fusillés ce jour-là et de donner au mot résistance toute sa noblesse, celle qui nous anime car elle ne signifie pas le repli sur soi mais bien l'espoir de forger, par l'engagement et la lutte, des lendemains meilleurs.

La grande journée de mobilisation du 18 octobre sur la défense des régimes spéciaux de retraite a connu un succès incontestable, dont le retentissement peut et doit contribuer à favoriser le climat revendicatif dans toutes les professions et entreprises. Le nombre de grévistes fut exceptionnel à la Sncf, très fort à Edf et à la Ratp. Les manifestations ont été le reflet de cette étape de la mobilisation avec 300 000 manifestants dans toute la France et la présence de salariés

du public et du privé. La Filpac-Cgt avait appelé ses syndicats à être partie prenante de cette journée et nous avons été entendus en maints endroits.

Le premier effet du 18 octobre est de modifier la perception des rapports de forces, de faire la démonstration des possibilités, de changer la donne sociale, même dans le « Sarkoland ».

Dans le rapport au dernier CCN, la Confédération considère que « cette action appelle des suites, à construire de manière différenciée mais néanmoins convergente à plusieurs niveaux ».

Pour cela, il faudra bien créer un vaste mouvement rassembleur et cela ne se fera pas par un appel solennel de la Cgt. Lors du CCN, la question fut évoquée. Comment poursuivre ? Je cite le rapport : « Une nouvelle journée ? La grève reconductible ? Toute notre expérience syndicale démontre que le seul intérêt du débat sur la forme d'action consiste à rechercher celle qui rassemble le plus de monde, celle qui permet aux salariés en lutte de tenir le plus longtemps, celle qui est susceptible de recueillir la sympathie et encore mieux, le soutien de l'opinion publique. »

CE SERA BIEN PROJET CONTRE PROJET QUE NOUS ARRIVERONS À IMPOSER UNE AUTRE LOGIQUE

Nous nous retrouvons totalement dans cette Cgt : responsable, offensive, soucieuse de l'efficacité et d'avancer avec tout le monde, ne laisser personne sur le bord de l'autoroute tout en fonçant sur la file de gauche de préférence. Bref, la Cgt qu'on aime...

Le calendrier est fixé : sans attendre un mot d'ordre unique, les salariés décident d'entrer en action à partir de leurs préoccupations immédiates : à partir du 13 novembre pour les cheminots, le 14 novembre Edf-Gdf, le 20, s'annonçant comme le grand moment de cette période, la fonction publique, l'éducation nationale, La Poste, France Télécom, le 29 les magistrats... Oui, même les magistrats, comme les avocats, considèrent que la fermeture de nombreux tribunaux aggravera encore les difficultés à rendre justice

aujourd'hui dans ce pays. Pensons-y à quelques mois des élections prud'homales, car cette juridiction est également dans le collimateur de la garde des Sceaux. Et la liste ne semble pas être close...

Avec la remise en cause des régimes spéciaux, nous voyons ressurgir toute la problématique de la réforme des retraites et essentiellement la question du financement, qui va être au centre du bilan qui sera tiré de la réforme Fillon de 2003. Ce dernier annonce la couleur : il va falloir allonger encore le nombre d'annuités nécessaires pour obtenir sa pension.

La Cgt n'a pas perdu de temps. Dès les printemps dernier, nous avons décidé d'engager une campagne confédérale sur les retraites en perspective de la réforme de 2008.

Nous vous proposons que l'ensemble de nos syndicats s'inscrive dès maintenant dans cette lutte et que nous la préparions ensemble dès à présent.

Nous vous proposons de mettre en place, à la Fédération, un groupe de travail spécialement chargé d'impulser, sans attendre 2008, ce qui sera une des batailles déterminantes pour sauver le système par répartition. Et nous avons, pour cela, des travailleurs informés, au fait des vrais enjeux, ce qui nous oblige à dépasser le seul cadre de l'opposition à toutes réformes : ce sera bien projet contre projet que nous arriverons à imposer une autre logique.

D'autres terrains vont s'offrir à nous. Les attentes que Sarkozy suscitent sur bien des préoccupations des travailleurs vont continuer à se transformer en désillusions. Ainsi, la promesse de « gagner plus en travaillant plus » est déjà en train de se heurter à la dure réalité : le travailler plus à la seule discrétion du patron se transforme parfois en travaillant plus en gagnant moins. Et d'autre part, la hausse des prix et la croissance en panne sont en train de toucher rudement le pouvoir d'achat. Qu'une des luttes les plus dures pour le pouvoir d'achat soit menée par le personnel de bord d'Air France est symptomatique des capacités qui existent dans ce mouvement social, entre autres par l'implication de salariés venant d'horizons les plus divers.

Nous arrivons, en maints endroits, au stade des désillusions. On pourrait se dire que nous allons connaître le triptyque : attente déçue = désillu-

sion = mobilisation. L'opération n'est pourtant pas aussi simple. Des travailleurs peuvent très bien en rester au stade de la désillusion et se considérer en résistance à la politique économique et sociale du gouvernement.

Notre rôle est d'assurer le troisième panneau du triptyque, aider les travailleurs à passer du « non à... » au « oui à... », en conjuguant le rejet d'une politique que nous considérons comme négative pour le monde du travail et la proposition alternative pour imposer d'autres choix.

L'ÉCHEC DU MOUVEMENT DE 2003 SUR LES RETRAITES EST DÛ À LA RUPTURE DE L'UNITÉ, AUX NÉGOCIATIONS SÉPARÉES

Cette question a le don de faire débattre au sein de la Cgt et bien souvent d'une manière byzantine. Il n'y a pas, au sein de notre organisation, un clivage entre certains qui « résisteraient » et d'autres qui « accepteraient ». Non, la question est bien celle, bien intégrée, que la dénonciation d'une politique par la Cgt n'est pas suffisante : en rester là conforterait beaucoup de salariés au stade de la désillusion. Or, nous avons aujourd'hui besoin d'un vaste mouvement rassembleur, large, unitaire. C'est cela le défi principal que Sarkozy et le Medef nous lancent : « Etes-vous cap' ? »

Répondre oui à cette interpellation signifie que nous avons à travailler sur l'ensemble des questions en débat, pour que la Cgt, dans toutes ses structures, de l'entreprise jusqu'à la Confédération, construise des propositions alternatives sur tous les sujets, les mette en débat avec les travailleurs, les fasse partager et adopter ; c'est alors, et alors seulement, que notre proposition devient revendication car elle est portée par ceux qui sont destinés à en être les bénéficiaires.

Dans le contexte actuel, beaucoup d'attentes, beaucoup d'espoirs se fondent sur le syndicalisme car il reste, pour le monde du travail, une valeur sûre. Mais il a aussi ses faiblesses, ses handicaps : le manque d'adhérents, une présence centrée dans les secteurs et entreprises avec des

statuts sociaux forts et une présence marginale dans les populations les plus exposées. Cela sera une des questions centrales de notre Congrès : comment rassembler ces mondes ? Comment le faire avec toute la Cgt, toutes ses structures ?

La question de la démarche unitaire est posée au syndicalisme. Ce n'est pas une question de détail. Nous mesurons bien la solidité que confère une unité syndicale à un mouvement et à une lutte. Il faut se rappeler que l'échec du mouvement de 2003 sur les retraites est dû à la rupture de l'unité, aux négociations séparées.

Cet épisode a laissé des traces profondes qui peuvent être salutaires si elles conduisent à ne pas renouveler les mêmes erreurs.

Par ailleurs, des coups forts sont portés au syndicalisme, justement parce qu'il y a des attentes à son égard. La campagne déclenchée après la découverte des fonds antigrève de l'Uimm est révélatrice à cet égard. Ce déclenchement ne relève pas du hasard : il est destiné, dans un moment de refonte globale de notre système social, à affaiblir les organismes qui sont des acteurs de ce système. Ils sont des obstacles au dérèglement.

Personne ne prétend que le système actuel des rapports sociaux est satisfaisant. Le syndicalisme français est faible en adhérents, donc en ressources. Mais il a une influence indiscutable et une capacité de mobilisation importante. Et c'est cela qui est à présent visé en menant une campagne visant à discréditer les syndicats ou les syndicalistes. Il est quand même fort de café de voir une affaire de caisse noire du patronat se transformer en procès du financement des syndicats. Evidemment, cette affaire sortie par le *Figaro* de Nicolas Beytout, ami du président, en cette période sociale forte est du pur hasard !

Trêve d'ironie : la Cgt n'a pas attendu les dossiers Uimm pour soulever les questions de la représentativité des syndicats, laquelle est à établir par un vote des salariés, et des moyens qui sont alloués au syndicalisme pour assurer son rôle d'acteur social incontournable dans notre société. C'est pourquoi Bernard Thibault a, au nom de la Cgt, réclamé immédiatement l'ouverture de négociations sur ces sujets en s'appuyant sur un rapport du Conseil économique et social qui ouvre des pistes nouvelles et originales en la matière.



Ouverture du Congrès

Relever le défi de la reconstruction des solidarités

Les politiques successives des gouvernements, et celui-ci en rajoute avec force, ont conduit à modifier et à transformer profondément le monde du travail, en cultivant les oppositions et les clivages en son sein. Cela a conduit à l'émergence de nouvelles formes de solidarités, centrées plus particulièrement sur les intérêts particuliers. Les propositions de discrimination positive ou d'imposer des quotas pour défendre des minorités relèvent de cette volonté. Ils sont d'autant plus dangereux qu'ils reposent sur une dure réalité, celle des inégalités et injustices qui frappent des composantes de notre société. Cette méthode permet en réalité de ne pas résoudre les causes réelles de ces injustices mais de le traiter marginalement, par la forme, et d'assurer un éclatement durable de la société et du monde du travail en particulier. Des modèles de ce type existent ailleurs.

Les effets de la mondialisation libérale, surtout dans sa dimension financière, pèsent lourdement sur les salariés. Le rôle de plus en plus important que jouent les fonds d'investissements et les fonds spéculatifs dans la capitalisation des entreprises marque les rapports entre capital et travail. Une entreprise peut passer, en un temps record, d'un patron vers un autre sans que les salariés en soient informés.

Une restructuration peut intervenir dans une entreprise, elle peut subir une délocalisation, son existence même peut être menacée, non parce qu'elle serait en difficulté, mais uniquement parce que ses profits n'atteignent pas le niveau de rentabilité exigée par les actionnaires.

Le salariat de toute une industrie dans un pays développé peut être mis en concurrence avec son homologue d'un pays émergent ou en voie de développement. L'argumentation patronale consistant à mettre en avant les conditions sociales très basses en Chine ou en Inde ne peut masquer la responsabilité des détenteurs de capitaux : dans l'état actuel des choses, ils contribuent à maintenir des peuples, et singulièrement les travailleurs, dans une situation sociale inacceptable que les principaux intéressés ne pourront admettre ad vitam æternam.

Or, l'histoire nous a souvent enseigné les dangers qui peuvent surgir quand les peuples sont instrumentalisés. Nous devons évidemment trouver, avec les syndicats des pays émergents, les moyens de répondre aux attentes de ces populations



qui aspirent à des investissements, à des emplois, à vivre mieux.

D'autres préoccupations nouvelles apparaissent. La crainte des délocalisations pose la question de l'emploi d'une manière différente : un salarié se sent totalement démuné de garanties devant cette menace nouvelle et une crainte permanente sur le devenir de son emploi l'habite au plus profond de lui-même.

L'irruption de nouvelles technologies, d'un nouveau processus de production sans que les salariés aient pu bénéficier d'une réelle formation professionnelle, l'augmentation de productivité qui est exigée, fragilisent l'individu. Culpabilisé, poussé à douter de lui-même, c'est là une des causes principales du mal-être au travail, conduisant parfois à des suicides au travail, devenant une nouvelle maladie professionnelle.

L'inégalité professionnelle est considérée désormais comme profondément injuste ; c'est déjà un premier résultat du combat des femmes salariées, qui a permis de partager cette reven-

dication avec l'ensemble du monde du travail. Pourtant, nous en sommes encore loin dans les faits.

Nous ne pouvons que nous réjouir de voir que la population de notre pays, à l'instar d'autres, se sent responsable de l'avenir de la planète et qu'elle se montre exigeante sur les questions environnementales et de développement durable. Le Grenelle de l'environnement a, lui aussi, été le théâtre d'annonces de la part du président de la République qui suscitent un intérêt et des espoirs. Pourtant, la question essentielle des

syndicats sont parfaitement capables de faire la synthèse entre le projet industriel, le développement de l'emploi et le respect de l'environnement.

Toutes ces préoccupations sont constitutives de solidarités nouvelles à construire. Le syndicalisme est confronté à un contexte qui modifie son champ : là où il était le moteur, dans le domaine social, d'autres mouvements apparaissent. Il serait vain de considérer le mouvement associatif ou des organisations non gouvernementales globalement comme des adversaires ; il est plus opportun de chercher les

majors syndicaux : si le syndicalisme veut être crédible auprès des travailleurs, il faut qu'il puisse afficher sa dimension internationale et son action internationaliste. Sur ce point également, les choses ont profondément changé : de la fin de la division syndicale internationale qui a marqué paysage depuis la Seconde Guerre mondiale est née une nouvelle confédération, la CSI, rassemblant la quasi-totalité des organisations syndicales de notre planète, dans toutes leurs diversités.

Nous pouvons être fiers que la Cgt ait participé à la constitution de cette confédération, réaffirmant ainsi un des principes fondateurs de notre Confédération : la solidarité internationale. L'outil existe, mais il n'est pas encore opérationnel comme il le faudrait. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, tous acteurs d'une mondialisation au service du capital, ont de l'avance sur nous. C'est bien pourquoi il n'y a pas de temps à perdre et le syndicalisme international doit être dorénavant véritablement revendicatif pour être un contrepoids efficace au monde économique, industriel et financier.

Notre Fédération est très impliquée dans ce travail. Nous nous réjouissons des interventions à venir de Philippe Jennings, secrétaire général de l'Uni, et de Rainer Reibsch, secrétaire général de l'Emcef, car nous nous sentons totalement impliqués dans le travail réalisé par ces deux organisations. La campagne que mène l'Uni sur les fonds d'investissements et les fonds spéculatifs est une bataille de notre temps et avec un enjeu essentiel : peut-on imposer, à l'échelon international, à des groupes dont le capital est parfois plus important que le budget de certains Etats, des règles et l'exigence de prendre en compte l'intérêt des salariés et des populations avant le dogme capitaliste. Grande question, énorme défi : et nous répondons par l'affirmative, oui, mille fois oui, il faut imposer d'autres logiques à ces puissances.

Impensable, irréformable le système? Etait-ce cela la réponse qu'ont apporté les premiers syndicalistes aux maîtres des forges tout puissants? Non, ils ont patiemment construit les rapports de forces qu'il fallait et ont imposé à leurs maîtres, pied à pied, les conquêtes sociales dont nous bénéficions encore aujourd'hui. A notre tour à présent d'en faire autant avec, en face, les maîtres des forges du XXI^e siècle que sont ces fonds d'investissements.

moyens, du financement des mesures, de la recherche et du développement n'a pas été abordée. Cela jette un doute sur les promesses certes fixées dans un avenir assez lointain.

Nous avons également vu apparaître une volonté d'évacuer la dimension économique

convergences pour participer à un large mouvement. C'est ce que nous faisons, à la Cgt et à la Fédération, en participant par exemple aux forums sociaux.

Mais le syndicalisme doit s'emparer de ces nouvelles préoccupations qui deviennent aussitôt des nouveaux besoins sociaux et recouvrir l'intégralité de son champ de compétence. Une de ses forces est bien de lier les aspirations particulières à l'intérêt général et donc de démontrer que le meilleur moyen de combattre cette fragmentation du monde du travail est de reconstruire des solidarités ; et ainsi construire un large mouvement unitaire pour imposer à ce système libéral, nouvelle forme du capitalisme, une autre logique de développement conjuguant efficacité économique, justice sociale et développement durable.

Cet objectif ne peut pas se limiter aux seules frontières de notre pays : la dimension internationale devient un échelon supplémentaire du syndicalisme, et ce dès le lieu de travail. Cela ne peut plus être l'affaire d'états-

**LA FILPAC :
UNE ACTIVITÉ
QUI FAIT
APPARAÎTRE
LES NOUVEAUX
ESPACES, DÉFIS
ET NAÎTRE
DES ESPOIRS**

et sociale du développement durable. Or, le développement harmonieux d'une société se fera en prenant en compte, avec la même importance, la dimension sociale et le respect de l'environnement, en fait la place de l'homme dans son univers. Dans l'industrie papetière, nous en savons quelque chose et nos



Quatre années de profondes modifications dans nos industries et branches

Nos industries, branches et services ont connu des modifications profondes depuis notre dernier congrès. Nous les avons analysées lors de nombreuses réunions sectorielles, de journées d'études, d'assemblées de militants. Je les aborderai donc succinctement dans ce rapport.

L'emploi, le tissu industriel et social ont été fortement mis en cause. Aucune de nos branches n'a échappé à des vagues de restructuration.

Les industries papetières, l'une des branches la plus mondialisée, ont vu nombre des entreprises remises en cause et fermées. Des régions papetières parmi les plus importantes ont vu leur tissu industriel se réduire, ainsi les Vosges avec la disparition de nombreuses entreprises de moyenne taille.

La course aux investissements conduit à la concentration au sein de quelques grands groupes internationaux qui taillent dans leur capacité industrielle et ferment des usines sans se soucier de l'avenir des salariés, ni de celui du département ou de la vallée qui se meurt parfois à petit feu avec la disparition de son usine. Nous avons pu constater ces dégâts à Rambervillers où, malgré une lutte exemplaire, les travailleurs de Matussière et Forest n'ont pas réussi à préserver leur outil de travail : aujourd'hui la petite cité vosgienne s'étirole.

Ce sont bien les seuls intérêts des multinationales qui sont pris en compte dans cette stratégie : ainsi, le groupe Saica ferme-t-il son entreprise à Pau, refusant toute relance de production papetière mais envisage, au même moment, des millions d'investissements dans son usine picarde de Vénizel, prévoyant une production à terme de 700 000 tonnes.

Le cartonnage et l'emballage imprimé ont connu, eux aussi, la poursuite des restructurations et surtout leur intégration dans les grandes multinationales papetières. La fusion Smurfit-Kappa a conduit à une fermeture de plusieurs usines alors que la production globale française n'est pas en régression.

Nous trouvons dans l'imprimerie lourde une situation identique. Cette activité est en train de s'internationaliser à grande vitesse et nous assistons à des restructurations à l'échelon européen. Soumis à des pressions fortes des donneurs

d'ordre, l'ensemble de la branche y répond en voulant gagner en productivité sur le dos des travailleurs. Le social devient la variable d'ajustement dans la compétition commerciale. Le résultat est désastreux : Quebecor liquide des entreprises, d'autres sont en sursis, les conditions de travail s'aggravent... et la situation économique continue de s'aggraver.

A présent l'imprimerie du livre, totalement dominée par les fonds d'investissements, se trouve dans la tourmente et là aussi des menaces de restructuration draconienne sont en cours.

Le secteur de l'édition du livre a connu, en quelques années, un chamboulement considérable. Jusqu'à ces derniers temps, la vente de livres était en constante augmentation dans notre pays. Cela ne signifie pas que le secteur de l'édition n'a pas rencontré des problèmes : nous sommes effectivement, depuis 2002, dans une phase de restructuration permanente. Nous verrons, un peu plus loin, que l'édition est en fait au centre de la bataille autour des conte-

POUR LE GROUPE LAGARDÈRE, SEULE LA DIFFUSION NUMÉRIQUE EST INTÉRESSANTE DANS UN PROCHE AVENIR

nus dans le monde de la communication tel qu'il se profile. Aujourd'hui, trois ou quatre grands éditeurs maîtrisent le secteur et le gèrent comme un fonds de commerce. La place que prend le groupe Lagardère, non seulement dans l'édition mais également dans la distribution et la vente du livre, est pré-occupante surtout à l'analyse des perspectives du développement du groupe qui considère que c'est la seule diffusion numérique qui est intéressante dans un proche avenir.

La presse quotidienne a été marquée par une concentration que nous n'avons jamais connue dans l'histoire, pourtant agitée, de ce média. Il ne s'agit pas d'une énième crise de la presse qui pourra être surmontée par des plans sociaux et des aides publiques nouvelles au secteur. Non, il s'agit réellement d'une

crise structurelle à l'issue de laquelle des titres risqueront tout simplement de disparaître.

Cette analyse nous a conduits à rédiger, au Conseil économique et social, un rapport intitulé *Garantir le pluralisme et l'indépendance de la presse pour assurer son avenir*, en y faisant des propositions innovantes à bien des égards.

En effet, s'il pèse aujourd'hui un risque important sur le devenir des emplois dans la presse, sur leur qualité, nous ne pouvons ignorer que chaque disparition de titres, ou leur altération, est un peu de liberté d'expression qui disparaît. L'enjeu est de taille : en 2008, il ne restera plus que cinq ou six groupes de presse quotidienne en France, regroupant les 86 journaux. L'apparition d'un nombre de plus en plus important de quotidiens gratuits, entièrement financés par la publicité, jette l'information totalement dans le domaine marchand et fait peser des risques économiques graves sur certains titres de la presse payante.

Le danger de voir un contenu s'uniformiser, contrôlé par quelques groupes financiers, est réel et la bataille autour de l'indépendance rédactionnelle n'est pas uniquement celle de nos camarades journalistes, ni même uniquement celles des salariés de la presse. C'est celle qui devrait rassembler très largement la population pour qu'elle exige le maintien et le développement du débat pluraliste garanti par les pouvoirs publics. S'il y a bien une chose que le marché ne peut pas réguler, c'est l'existence d'une expression pluraliste et diverse des idées car celle-ci échappe aux règles de rentabilité caractérisant notre système économique.

Tout l'environnement industriel de la presse, l'imprimerie et la distribution, est à présent au cœur d'une vaste restructuration menée par un patronat qui cherche à rentabiliser au maximum les investissements. Le paradoxe veut que nous imprimions, aujourd'hui, plus de journaux quotidiens qu'il y a quatre années. Mais il faut mener une bataille permanente pour que les éditeurs ne remettent pas en cause les conditions de travail et les conventions collectives qui régissent ce secteur.

La place prise par la publicité, à côté des financiers, dans la restructuration de la presse

montre bien que ce secteur est désormais stratégique dans toute évolution des médias dans notre pays. Nous avons été confrontés à des restructurations dans l'affichage, dominé par deux groupes dans notre pays et dont les travailleurs voient souvent leur avenir basculer après un appel d'offres perdu dans une municipalité. La bataille de notre secteur pub pour exiger une sécurité sociale professionnelle et le transfert des salariés dans le cas de perte du marché est une réussite qu'il faut ici saluer.

EN 2008, IL NE RESTERA PLUS QUE CINQ OU SIX GROUPES DE PRESSE QUOTIDIENNE EN FRANCE, REGROUPANT LES 86 JOURNAUX

Mais le secteur qui a connu, en quelques années, les plus gros bouleversements est bien celui de la distribution de la presse et de la publicité. Nous aurons l'occasion d'en parler durant ces quatre jours de congrès : c'est dans cette activité que se concentrent le plus de créations d'entreprises, de filiales de groupes de presse ou de distributeurs postaux dans la plus totale anarchie. Il est en train de se développer (et non pas de naître) un champ totalement nouveau, soumis à une concurrence féroce pour gagner les marchés de la distribution. Dans cette concurrence, là également, le travailleur est la variable d'ajustement : précarité la plus extrême, mise en concurrence de salariés d'une entreprise à l'autre dans le même secteur, nous voyons là comment une économie émergente, d'avenir, considère les travailleurs : comme des bêtes de somme.

Cet état des lieux est évidemment beaucoup trop succinct pour refléter l'ampleur de ce qui s'y passe. Il serait ici fastidieux de rappeler l'ensemble des luttes qui ont jalonné ces quatre années d'activités : aucune n'a été inutile même si toutes n'ont pas eu le succès escompté. Je voudrais, ici, saluer l'ensemble des travailleurs, des militantes et militants avec nos délégués fédéraux présents

sur tous les fronts, qui ont mené, dans des conditions toujours difficiles, des luttes parfois longues occupant leur entreprise, ne négligeant aucune forme d'action et ne tombant jamais dans la résignation. Pourtant, les coups ont été parfois bien rudes, ceux subis par les camarades de l'Imprimerie nationale, ici à Flers mais également à Paris, ceux de Quebecor Corbeil, Strasbourg et Lille, ceux de JDC Torcy, ceux de Matussière et Forest, de la Papeterie des Gaves, de Stora Corbehem, d'International Paper à Maresquel, et tous ceux qui se sont battus contre la liquidation de leur entreprise et pour leur revendication que je ne peux tous citer ici.

La Fédération a répondu à leurs sollicitations dans la mesure de ses moyens, elle a fait jouer les solidarités, des camarades de la direction fédérale se sont investis, elle a aussi tiré les enseignements de ces combats.

D'abord, le patronat, dans toutes ces restructurations, quel que soit le secteur, considère que le syndicat est là pour assumer les conséquences des choix économiques, industriels et donc sociaux qu'ont faits les actionnaires. Ainsi, il dénie aux travailleurs d'avoir une intelligence : celle d'avoir, par exemple, des idées sur l'avenir d'une entreprise ou d'une branche. Le seul terrain qu'il nous laisse, c'est celui du plan social vu sous l'angle de la gestion des conséquences sociales pour les rendre les moins désastreuses possible.

Nous savons ici que des plans sociaux peuvent avoir du sens s'ils accompagnent des choix industriels, s'ils répondent à des irrptions de technologies nouvelles bouleversant l'ancienne organisation du travail, etc.

Nous avons déjà lors de notre dernier congrès appelé à une approche différente des plans sociaux. En effet, depuis bien longtemps, la plupart des plans sociaux se terminent par une « prime à la valise » qui cache mal le désespoir dans lequel se trouvent des salariés contraints de négocier leur départ contre une prime et de faire du montant de cette prime le prix de leur dignité. Il y a quelque chose de déprimant, de socialement indigne, de voir une stratégie syndicale réduite à monnayer des fermetures avec un patronat pour lequel cette dépense est ridicule par rapport à tout ce que les salariés lui ont permis de gagner durant des années. C'est ce constat qui nous a conduit à faire un travail avec les syndicats, avec des experts, pour inverser le cours des choses, pour faire de la défense de l'emploi le centre de notre mobilisation.



Ouverture du Congrès



Pour cela, nous devons anticiper et non pas attendre que les difficultés économiques et industrielles surgissent... Nous savons bien, en tant que syndicalistes expérimentés, les signes annonciateurs des problèmes : pas d'investissement pendant des années, des frais financiers exorbitants, un personnel vieillissant... Que faisons-nous de cette analyse ? Est-ce que nous allons attendre la catastrophe pour appeler les travailleurs à lutter pour leur emploi ? Les travailleurs en question ne seraient-ils pas fondé à nous dire : comment, vous saviez que les choses allaient mal et nous n'avons rien entrepris ?

Sommes-nous au bout des restructurations ? Non, nous pensons que nous sommes dans une période permanente de restructurations et que la vigilance est nécessaire à tout moment sur la question de l'emploi et du développement industriel. Nous avons fait de cet objectif notre revendication centrale.

Ainsi, dans l'industrie papetière, l'idée des Assises papetières a permis de déboucher sur une nouvelle pratique revendicative avec la charte papetière sur laquelle nous reviendrons dans le document d'orientation puisque nous proposons d'étendre cette forme de plate-forme revendicative dans toutes les activités sectorielles. Que voulions-nous avec les assises papetières ? Mobiliser nos syndicats à partir de leur entreprise non pas pour s'y replier, mais pour en sortir, pour porter les problèmes et solutions dans l'opinion publique, au niveau des élus, à tous les niveaux et ainsi créer un mouvement solidaire autour d'une bataille pour l'emploi.

Cette stratégie a eu son expérience concrète. Quand des travailleurs de Corbehem ont créé une association pour élaborer un

projet alternatif à l'arrêt d'une machine par la multinationale Stora, nous avons appuyé cette démarche. Quand les camarades de Maresquel ont repris ce projet de faire du papier avec du chanvre pour imposer à International Paper la continuité du fonctionnement de l'usine, cela a permis de rassembler autour d'eux l'ensemble des élus politiques, les agriculteurs et leurs organisations, la population de tout le pays, tous concernés. Cela a aussi permis de construire des actions solidaires Cgt avec la région et l'union départementale. Et je voudrais les saluer ici très fraternellement pour leur implication.

Si pour l'instant nous n'avons pas réussi à faire plier la multinationale International Paper, c'est qu'il manquait à notre lutte deux éléments essentiels : l'implication des autres entreprises du groupe en France et la dimension internationale. C'est bien pourquoi nous considérons que la Charte papetière doit devenir la plate-forme revendicative de toute la branche, élaborée à partir de chaque entreprise, avec les revendications à ce niveau, puis déclinée à chaque échelon où l'action des travailleurs et de leur syndicat est nécessaire : la localité, la région et ses départements, le niveau national et international.

Quand les camarades d'Arjo-Wiggins prennent la Gpec en compte pour en faire une bataille autour de l'avenir de l'emploi, de sa qualité et des qualifications, nous sommes dans une utilisation positive d'un procédé qui, s'il n'est pas pris en compte par le syndicat, peut effectivement devenir une arme pour le patron.

Quand nous affrontons directement le groupe Quebecor qui cherche à fermer son usine de Corbeil, en lui opposant une autre logique, développée avec

l'UD de l'Essonne, plus particulièrement, celle de la mise en place d'un comité de pilotage pour l'implantation d'une nouvelle usine dans le sud de Paris à partir de l'existence du site corbeillois, nous ne tombons pas dans une cogestion béate. La mise en place de ce comité de pilotage n'est pas la fin d'une lutte mais sa continuité, sa relance, sur de nouvelles bases. Et ainsi, nous créons, dans l'entreprise et au niveau de la branche, une dynamique dans la bataille pour l'emploi qui prend à revers ce que le patronat daigne nous laisser comme champ d'action : la négociation des plans sociaux.

C'est ce qui s'est passé ici, à Hellemmes, où nous avons pu éviter la fermeture et relancer

LA VIGILANCE EST NÉCESSAIRE À TOUT MOMENT SUR LA QUESTION DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

une activité certes réduite mais néanmoins encore importante, sauvant un site industriel et des emplois.

C'est cette même logique que nous avons appliquée dans la presse quotidienne nationale et régionale et qui a rassemblé largement tous nos syndicats. Alors que par le passé les restructurations de la presse se bornaient à des départs des salariés les plus anciens, nous avons pris en compte que cette façon de faire ne traçait aucune perspective pour les travailleurs plus jeunes, nous avons exigé et imposé une autre logique : celle de la négociation de l'évolution des entreprises, des emplois et des postes

de travail à occuper dans le cadre d'une transformation radicale du processus de fabrication.

Ainsi avons-nous réussi, pour la première fois depuis de longues années, à inverser la logique : des départs systématiques nous sommes passés à la recherche d'un emploi systématique. Cela a certes obligé beaucoup de camarades à admettre que l'approche de l'emploi uniquement centrée sur le métier ancien ne pouvait plus suffire : avec une exigence de formation de haut niveau, il s'agit d'être présent sur le terrain des nouveaux postes et des nouvelles qualifications.

L'emploi n'était pas la seule préoccupation. La question des salaires, du pouvoir d'achat a été l'enjeu de nombreuses luttes qui ont permis de déboucher sur des succès intéressants dans maintes entreprises. La question des grilles de salaires et des minima reste pourtant ouverte dans la plupart des branches. Nous connaissons toujours encore des grilles où les minima conventionnels sont en dessous du Smic, éloignant de plus en plus nos textes conventionnels de la réalité des salaires dans les entreprises.

Cette situation, parmi d'autres, pose la question de l'évolution des conventions collectives. Elle a été au centre de notre réflexion et de notre action durant ces quatre années. En effet, les conventions collectives sont des conquêtes sociales importantes et un bien commun pour l'ensemble des salariés d'une branche, elles garantissent une négociation collective du contrat de travail.

Nous nous réjouissons d'avoir pu en signer de nouvelles durant ces années : après celle de la distribution directe de la publicité, nous avons pu aboutir pour les porteurs de presse après plus de dix ans d'activité revendicative

au cours desquelles nous avons dû patiemment créer un rapport de forces dans un secteur difficile. Il s'agit là d'une avancée considérable qui permet à des milliers de salariés qui étaient, et pour certains, qui le sont toujours, soumis à une précarité digne d'un autre temps.

Nous avons également signé une convention collective pour les salariés des éditions phonographiques, parmi lesquelles toutes les grandes majors de la musique, Emi, Warner, Sony, etc. Nous avons mené cette négociation de concert et dans un esprit fraternel remarquable avec la Fédération du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle.

D'autre part, après avoir déjà adhéré à la convention collective de la publicité en 1998, nous avons été amenés à ratifier celle des journalistes dans des conditions sur lesquelles je reviendrai.

Nous avons donc, durant ces quatre années, élargi le champ conventionnel de notre Fédération, ce qui est une avancée pour de nombreux travailleurs. Mais nous avons également constaté la confirmation d'un autre phénomène déjà analysé lors de notre dernier congrès.

L'ensemble de nos conventions collectives ne couvrent plus totalement nos branches et secteurs. En effet, à force d'externalisation d'activités, de sous-traitance, de création de nouvelles activités liées à l'évolution technologique, le patronat a créé des espaces de plus en plus grands dans lesquels règnent la précarité, l'individualisation des contrats...

Il s'ensuit une fragmentation sociale au sein de nos industries et branches, avec la création de nouvelles filières hors de notre champ conventionnel et qui, peu à peu, tendent à marginaliser les salariés qui relèvent des conventions collectives. Il s'agit là d'un





des défis les plus importants que nous avons à relever car le patronat tente, par ce biais, d'opposer les travailleurs entre eux. Comme cela fut le cas dans le jeu pervers d'opposer salariés du public et salariés du privé, nous entrons dans l'ère de l'opposition entre des salariés bénéficiant d'une protection collective et ceux soumis au contrat individuel et précaire.

Cette vieille marotte patronale se nourrit souvent d'évolution dans le processus de production et dans les technologies pour arriver à ses fins. Or, nous sommes à présent confrontés à l'irruption du numérique dans la quasi-totalité des activités humaines, ce qui est de nature à amplifier le phénomène.

La société de l'information numérique a donné lieu à de nombreuses études et rapports. On peut considérer que les technologies numériques ont, au XXI^e siècle, un impact identique à celui de l'invention de l'imprimerie au XV^e siècle. Cet impact se ressent particulièrement dans la diffusion de l'information et de la connaissance, de la culture, en créant un nouvel espace d'accès à ces besoins sociaux fondamentaux par les outils électroniques.

Ainsi, à côté du papier, d'autres supports se mettent en place,

avec des caractéristiques différentes qui affectent le support papier sans pour autant, pensons-nous, le faire disparaître. Nous ne parlons pas, là, du futur : nous y sommes, et en plein dedans ! C'est l'une des questions centrales de ce congrès qui est posée.

Un espace se crée. Avec de nouvelles technologies de diffusion, avec de nouveaux acteurs économiques et industriels de plus en plus puissants. Google règne aujourd'hui déjà sur la planète numérique et peut devenir, très rapidement, le réseau le plus puissant de diffusion et d'accès à de l'information, de la communication, de la culture...

Dans l'affrontement entre industries du contenant (ceux qui gèrent les dispositifs techniques du numérique) et les créateurs de contenu, un bras de fer considérable s'engage, avec une conséquence qui peut être dramatique pour l'information et la culture. Celles-ci deviennent de plus en plus de simples marchandises, enjeu économique entre des groupes multinationaux très puissants qui visent à contrôler le contenant et le contenu.

Mais nous ne diabolisons pas la révolution numérique : elle est en train de devenir la normalité pour des centaines de millions

de personnes, particulièrement les jeunes générations, qui y voient un moyen nouveau d'accéder au savoir, à l'information, aux loisirs.

Nous devons donc occuper ce terrain pour que le syndicalisme, et le nôtre particulièrement, mette en évidence les dangers d'une marchandisation totale de l'information, dénonce les incuries des gouvernements à traiter de ces questions qui nécessitent des réponses nouvelles.

NE DIABOLISONS PAS LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE : ELLE EST EN TRAIN DE DEVENIR LA NORMALITÉ POUR DES CENTAINES DE MILLIONS DE PERSONNES, PARTICULIÈREMENT LES JEUNES GÉNÉRATIONS

Et soyons, en même temps, une force de propositions pour exiger que la révolution numérique soit une réelle avancée pour l'humanité car nous retrouvons là l'antagonisme fondamental entre les intérêts du capital et l'exigence d'un progrès social pour l'ensemble de la population.

Mais ce terrain nous est contesté. Pour le patronat de ce secteur, les activités du numérique

font partie d'un nouveau monde, dans lequel les anciennes règles sociales n'auraient pas cours. Et il est vrai que la plupart des entreprises et des lieux de travail se concentrant autour de ces technologies imposent à des salariés, pourtant très souvent de haute qualification, des contrats individualisés et précaires.

Devant l'ampleur des transformations que cela va générer dans l'impression papier, le

ces assises. En effet, le social n'est pas invité au festin, il fait partie de l'ancien et ne saura être constituant du nouveau. Devant la réaction vive de notre Fédération, le ministre serait prêt à nous inviter. C'est un peu tard, Madame la ministre, c'est même trop tard. Nous n'avons pas l'habitude de nous accommoder des restes, nous tenons à être présents dès l'élaboration du menu !

Si nous ne jouerons pas la politique de la chaise vide lors de ces assises, nous considérons qu'il faut faire passer un message bien plus fort que celui porté par quelques représentants de notre Fédération qui y siègeraient.

L'ensemble des organisations syndicales de nos branches est ici présent : nous proposons au Congrès de lancer l'Appel de Lille : les 15 et 16 novembre seront deux jours d'action de la Filpac-Cgt avec un rassemblement devant le ministère de Bercy, où se tiendra la réunion des stratèges patronaux. Par cette action que nous souhaitons forte, massive, unitaire, nous exigeons la définition d'un cadre social au sein de la convergence numérique, cadre social s'appuyant sur les acquis des salariés de nos industries et branches.

Le rôle fédérateur de la Filpac-Cgt

Toutes les évolutions et tous les changements que je viens d'évoquer affectent également l'organisation syndicale. En effet, l'éclatement du monde du travail est mis en œuvre d'une manière méthodique a aussi pour but de ramener le salarié à son destin individuel.

Cette fragmentation ne s'arrête pas au niveau d'une branche ou d'un territoire, elle se vit de plus en plus à l'entreprise qui s'affirme chaque jour davantage comme le lieu névralgique de la lutte sociale. Le lieu de travail est bien ce lieu de rassemblement des salariés, de la construction de la première étape de la solidarité. C'est de là que partira la reconquête de nos forces, c'est là que nous construirons la vie démocratique dans laquelle les salariés et les syndiqués seront impliqués. Si l'individualisme mine la solidarité dès l'entreprise, nous aurons beaucoup de mal à la faire vivre ailleurs.

C'est ainsi que nous devons considérer l'entreprise : comme la base, les fondations, sur lesquelles les actions solidaires pourront se développer. Avec un syndicalisme à l'entreprise

ouvert sur l'extérieur, sur le territoire, la branche, le groupe parfois et même de plus en plus souvent. Et tout cela dans un monde qui bouge tout le temps, en butte à d'incessantes restructurations. L'entreprise elle-même voit sa nature changer. Nos industries n'y échappent pas, nos structures syndicales non plus.

L'ENTREPRISE ELLE-MÊME VOIT SA NATURE CHANGER. NOS INDUSTRIES N'Y ÉCHAPPENT PAS, NOS STRUCTURES SYNDICALES NON PLUS

Nous ne sommes plus une Fédération de deux industries couvrant quelques conventions collectives, nous sommes devenus une organisation couvrant de nombreux secteurs, industries, services, parfois sans aucune couverture sociale décente.

La concurrence entre statut de salariés est déjà posée au sein même de notre Fédération et nous devons construire, au-delà des conventions collectives, une démarche revendicative commune à tous les secteurs. Cela nous oblige à revoir notre manière de travailler : avec plus de transversalités, plus de solidarités entre les différents secteurs.

Je ne veux pas ici évacuer cette question : le syndicalisme en général, et notre Fédération en particulier, sont à la croisée des chemins.

Le patronat met à profit toutes les évolutions qui, indiscutablement, bouleversent l'existant, pour augmenter la pression sur les salariés. Il met en concurrence les travailleurs entre eux, oppose ouvriers et cadres, certaines catégories à d'autres. Là où un esprit corporatiste ou catégoriel est encore vivace, il en rajoute dans la mise en concurrence, et ce que le corporatisme pouvait avoir de positif, c'est-à-dire de souder des salariés, devient un repli identitaire qui contribue à fragmenter le salariat.

Oui, nous ne l'apprenons pas aujourd'hui, mais il faut sans

cesse le rappeler, pour ne pas se tromper d'adversaire : le patronat sait manipuler à dessein pour attiser les braises. Il arrive même qu'un journaliste bien intentionné publie un livre juste avant le congrès de la Filpac-Cgt pour balancer les contrevérités les plus ridicules ou viles pour amener dans le débat des éléments qui pourraient encore aggraver des fractures existantes.

Que tout cela conduise à des débats, voire des contradictions au sein de l'organisation n'a rien d'anormal en soi. Pourtant, ces débats ne prennent pas toujours le niveau, voire l'angle juste, pour discuter. Il arrive que, au sein de syndicats, des déchirements surviennent, des affrontements se développent qui s'avèrent ne plus être gérables.

Très souvent la Fédération est appelée à l'arbitrage dans des débats qui animent tel ou tel syndicat. Or, demander cela à la Fédération, c'est en fait lui demander, qu'on le veuille ou non, d'acter une division. Je le dis ici solennellement et cela n'a rien à voir avec le fait de ne pas savoir prendre ses responsabilités : quand un débat au sein

d'une structure de la Fédération risque de conduire à une division, il est du rôle de notre structure d'être le lieu où ce débat peut se poursuivre pour se terminer par une convergence de vue. De nombreuses questions que nous considérons comme réglées sont aujourd'hui en débat, particulièrement sur les formes d'organisation et de fonctionnement de la Cgt : nous devons les aborder en fédérant les différences, c'est pour cela que nous nous appelons une fédération.

Malgré ces débats qui affectent notre capacité de rassembler et donc de lutter avec le maximum d'efficacité, notre syndicalisation a progressé dans des secteurs pourtant réputés comme difficiles. Dans l'édition du livre, dans la publicité, dans la distribution, nous avons constitué des bases nouvelles, nous progressons dans notre influence. Nous sommes heureux que la Cgt soit devenue, dans Médiapost, la première organisation syndicale, et de loin, et ce pour la première fois. C'est à mettre au compte de camarades qui, pourtant confrontés à des difficultés pour



Ouverture du Congrès

s'organiser avec deux Fédérations Cgt sur le terrain, ont su, le moment venu, surmonter des divergences auxquelles les salariés ne comprenaient pas grand-chose.

Quand nous progressons comme nous le faisons dans ces secteurs où nous étions quasiment interdits de séjour, il arrive aussi que le patronat sorte l'arme de la répression. Je veux

dénoncer ici l'attitude de la direction de Médiapost, filiale de La Poste, qui mène une véritable discrimination à l'égard de notre déléguée syndicale, ici présente au Congrès, en butte à des vexations, des interdits professionnels et des brimades diverses qui sont inacceptables.

Je vous propose que nous envoyions à M. Bailly, président de La Poste, un message fort de

ce Congrès : nous plaçons Nadia Khaliffi sous la protection de l'ensemble des syndicats de la FILPAC et nous exigeons qu'elle soit rétablie dans toutes ses responsabilités professionnelles.

Nous connaissons trop l'issue de ces pratiques, pour ne pas réagir avant que les choses évoluent pour envoyer cet avertissement ferme et définitif et qu'il sonne comme un soutien indé-

fectible à toutes celles et tous ceux qui, dans notre pays, doivent avoir l'étoffe de héros pour être des militantes et des militants de la justice sociale.

En tout cas, cela ne saurait être un frein à notre volonté de continuer à progresser en influence et en syndicalisation dans l'ensemble des secteurs : nous ne sommes pas dans des branches en voie de disparition, au

contraire. Dans ceux qui relèvent aujourd'hui de notre champ fédéral, nous comptons plus de 120 000 salariés dans les industries papetières, 360 000 dans l'ensemble de la communication écrite, 120 000 dans les diverses formes de distribution de l'imprimé : voilà le champ de syndicalisation que nous vous proposons de labourer ensemble.

Deux projets novateurs significatifs : la confédéralisation...

Le 48^e Congrès l'a pointé et analysé, nous le vivons dans les faits de plus en plus fréquemment : si les champs professionnels bougent, les structures syndicales elles aussi doivent bouger. Nous sommes de plus en plus souvent conduits à travailler avec d'autres Fédérations de la Cgt sur des champs d'activités qui deviennent communs. Cela fut déjà le cas avec la Fédération de la Chimie et notre activité dans l'industrie papetière ; cela l'est devenu avec la Fédération du Spectacle et le Snj-Cgt, avec la Fédération des Sociétés d'études, celle du Commerce dans la publicité, celle du Transport dans la distribution, celle de la Fédération des Activités postales et de télécommunication dans le même secteur.

Ainsi devons-nous apprendre à travailler autrement avec ces structures de la Cgt : nous avons déjà commencé à le faire, par exemple dans la protection sociale avec la Fédération du Spectacle. Mais nous devons aller plus loin et proposer de créer des activités interfédérales au niveau de certaines branches ou de segments d'activité qui peuvent, actuellement, relever de champs conventionnels différents tout en faisant la même activité.

Ce besoin de revoir l'activité professionnelle de la Cgt est impératif et urgent. Le champ de la communication, où nous sommes présents et actifs, se développe, s'étend, se transforme et devient une des activités structurantes dans ce siècle. Il va être au centre d'enjeux économiques et politiques comme nous l'avons déjà vu plus haut. Il est aussi créateur d'emplois dans des activités nouvelles.

Notre Fédération occupe ce champ de la communication en partant de la production du papier jusqu'à la distribution de l'écrit. Mais il est bien plus vaste que cela : nous sommes confrontés à l'irruption de réelles filières de la communication, dominées par des multinationales

ou des entreprises nationales qui intègrent en leur sein toutes les activités.

La Cgt doit se doter de structures capables de rassembler l'ensemble des salariés relevant de ces filières en prenant néanmoins en compte qu'elles sont constituées d'activités diverses et différentes ; nous ne sommes pas devant une seule et même industrie comme cela fut le cas quand le fédéralisme s'est construit durant toute son histoire ; non, nous voyons émerger un monde inédit qui n'est pas une simple fusion des anciennes activités de la communication.

C'est à partir de l'analyse de cette évolution, des besoins sociaux qui émergent, mais également des enjeux de société qui en découlent, qu'une réflexion réelle sur les structures Cgt les plus efficaces naîtra. Vous l'aurez compris, si nous considérons que le nouveau champ de la communication n'est pas l'addition d'anciennes branches, nous considérons également que la structure Cgt la plus appropriée ne saurait se constituer comme un jeu de construction empilant les anciennes structures.

Nous sommes prêts, et ce Congrès nous y prépare encore davantage, à entrer dans le débat confédéral sur l'évolution des structures, sur cette approche qui est avant tout dictée par le besoin d'avoir un projet, une orientation syndicale, desquels découlera l'outil nécessaire. Et non l'inverse.

Sans attendre la fin de ces discussions, nous considérons que le travail interfédéral devrait s'établir immédiatement et permettre de nourrir de son expérience le débat sur le projet de politique syndicale Cgt dans le champ de la communication : la Filpac-Cgt y est prête.

Elle y est prête sans préjugés ni volonté hégémonique. Nous pensons que nous sommes l'une des pierres qui serviront à monter l'édifice ; nous pensons aussi que notre expérience revendicative dans les industries papetières et graphiques peut servir,

que nos travaux sur l'évolution de nos secteurs sont une contribution à la réflexion globale. Nous souhaitons la confronter à d'autres approches qui pourraient exister et ainsi enrichir notre propre analyse et notre approche.

Cette voie n'est pas toujours facile, nous l'avons vécue et la vivons encore dans nos rapports avec le Snj-Cgt. Il faut rappeler ici que nous avons, depuis longtemps, pris conscience que nous devons travailler en étroite coopération avec le syndicat des journalistes Cgt. En effet, dans de nombreuses entreprises de presse, la coexistence de deux

notre Fédération. Juste pour travailler ensemble. Nos camarades avaient accepté mais aucune suite n'a été donnée, ce qui nous a conduit à réitérer cette proposition à chaque congrès, toujours avec le même résultat négatif.

Nous regrettons d'autant plus cette absence que les entreprises de presse menaient une véritable révolution dans les rédactions qui, avec l'irruption des nouvelles technologies, sont devenues depuis un bon bout de temps déjà de vrais secteurs éditoriaux dans lesquels les frontières entre rédaction, technique et administration s'estompaient et se redessinaient, dans lesquelles de nouvelles activités et de nouvelles qualifications apparaissaient... Et surtout, que le patronat prétendait nous interdire d'occuper, affirmant que cet espace éditorial nouveau ne relevait pas de notre juridiction.

La suite était aisément prévisible : à coups de plans sociaux, le patronat éliminait les ouvriers du Livre, la plupart du temps, et affaiblissait la Cgt en même temps. Devant ce constat, nous avons pris, lors d'assemblées générales de nos syndicats de la presse, une orientation nouvelle. Nous avons proposé de décloisonner la Cgt, en dépassant les cadres anciens et en constituant, dans les entreprises de presse, une organisation en capacité de rassembler l'ensemble des salariés.

Malheureusement, sans réussir à convaincre, ce qui nous a conduit à signer la convention collective des journalistes pour ne pas être absent dans le débat sur l'avenir des emplois qui se créaient dans les secteurs éditoriaux de la presse.

Cela nous permet aujourd'hui d'avoir étendu le nombre de bases Cgt chez les journalistes et de permettre à des salariés techniques menacés dans leur emploi, d'être formés et d'accéder à des postes dans les rédactions.

Evidemment, le principal syndicat de journalistes, le Snj auto-

nome, créé dès l'origine sur une approche exclusivement corporatiste des journalistes, considère cette irruption de la Cgt possible dans tous les secteurs éditoriaux des quotidiens en France comme une menace pour ce qu'il considère être son pré carré. Bon, mais cela ne nous effraie pas, nous avons les moyens d'affronter cela.

Mais cela a également affecté nos rapports avec le Snj-Cgt et nous ne pouvons nous satisfaire de la situation actuelle, trop marquée par la défiance, voire l'affrontement, ce qui est négatif pour tout le monde.

Nous devons trouver avec le Snj-Cgt des relations d'une autre qualité et cela très rapidement, sans attendre que le débat confédéral sur les structures trouve son issue. Nous proposons ici, au Congrès, d'engager dès notre retour de nos Assises nationales, un travail entre les deux secrétariats, celui du Snj-Cgt et celui de la Filpac-Cgt, pour examiner toutes les formes de coopérations qui peuvent aller jusqu'à l'affiliation du Snj à notre Fédération comme une phase intermédiaire avant de mettre en œuvre d'autres perspectives qui pourront découler de la réflexion confédérale sur les structures.

Nous considérons qu'il faut se fixer un objectif immédiat : celui de créer, dans les entreprises de presse quotidienne, une seule et même Cgt, rassemblant l'ensemble du salariat de ce secteur qui connaît d'importants bouleversements. Nous pourrions ainsi travailler sur des questions lourdes avec une étude sur la réalité du salariat, journaliste y compris, dans la presse écrite, sur les statuts, les difficultés auxquelles il est confronté.

Dans ces bouleversements, c'est bien l'ensemble des statuts qui sont en cause et il faut s'interroger si nous les défendrons efficacement en nous cloisonnant, en se repliant sur les acquis ou en exigeant, comme nous le faisons, d'être partie intégrante du nouveau qui est déjà en place

dans les rédactions. En prenant ce chemin, nous n'avons pas choisi la facilité, les camarades qui se sont engagés dans cette lutte dans les entreprises pourront en témoigner : mais c'est la voie de l'avenir, celle qui prend en compte que nous ne sommes pas condamnés à disparaître avec les anciennes organisations du travail.

Personne, au sein de la Filpac-Cgt, ne songe à mettre en cause la particularité du travail de journaliste, personne ne songe à prendre la place : nous souhaitons tout simplement que la Cgt fasse la preuve, devant une profession si peu syndiquée, que ces particularités peuvent exister avec les autres salariés et non pas contre comme veut le faire croire le Snj autonome, qui défend un fonds de commerce dans lequel il ne veut voir personne d'autre faire irruption. Pourtant, l'avenir de l'emploi et des statuts des journalistes dépend étroitement de la capa-

cité d'agir avec les autres travailleurs de la presse. On comprend d'ailleurs l'ire du Snj autonome car, en quelques mois, le nombre de bases Cgt dans les rédactions de la presse quotidienne va en s'accroissant. Et nous devrions nous en plaindre ? Avoir pour la première fois, une vraie base journaliste Cgt au *Figaro*, c'est une avancée ou un recul ? Je vous laisse juger.

Dans ce débat, touchant toutes nos branches et secteurs, nous considérons que la question de la confédéralisation doit être le concept fédérateur. Qu'entendons-nous par ce terme ?

Nous l'avons déjà vu : les intérêts du monde du travail sont de plus en plus interdépendants, la mobilité subie par les travailleurs les conduit à devoir bénéficier d'un statut qui va au-delà de ce que peut garantir telle ou telle convention collective. C'est pourquoi nous adhérons sans réserve à la revendication de la Sécurité sociale professionnelle

et du statut du travail salarié, qui sont, en définitive la vraie réponse à la précarité et à l'insécurité sociale dont chaque travailleur se sent menacé.

**NOUS SOUHAITONS
QUE LA CGT
FASSE LA PREUVE,
DEVANT UNE
PROFESSION SI PEU
SYNDIQUÉE, QUE
DES PARTICULARITÉS
PEUVENT EXISTER
AVEC LES AUTRES
SALARIÉS
ET NON PAS CONTRE**

Cet objectif n'est pas du seul ressort du fédéralisme : la confédéralisation est pour nous un concept qui allie aussi activités professionnelle et territoriale.

Nous l'avons dit plus haut : dans la bataille pour l'emploi, la mobilisation de l'ensemble des forces sociales est nécessaire, les régions et les unions départementales Cgt sont parties intégrantes de la mise en œuvre de cette stratégie de lutte efficace. La prochaine conférence des unions locales sera un moment privilégié pour approfondir notre réflexion sur la confédéralisation de notre activité, en incluant la nécessité d'une présence Cgt permanente auprès de nos syndicats d'entreprise ou dans les campagnes de syndicalisation. Aucune fédération ne peut déployer une activité autonome pour occuper le terrain comme la situation sociale actuelle l'exige ; c'est bien par une mise en commun de réflexion, de revendications, de moyens, que nous y arriverons. C'est pourquoi nous nous réjouissons du travail en commun que nous venons de mettre au point avec l'Urif, Union régionale Cgt Ile-de-

France, pour lancer une campagne de syndicalisation envers les 180 000 salariés (oui, je dis bien 180 000) de nos secteurs dans cette région. Le premier acte de ce travail en commun est l'élection d'un membre du Comité régional de l'Urif proposé par notre Fédération.

Confédéraliser l'activité ne signifie pas « refiler le bébé » à la Confédération, évidemment. Non, c'est une nouvelle manière de vivre le fédéralisme, en le conjuguant systématiquement avec la dimension territoriale, du lieu de travail jusqu'au niveau confédéral. Le défi que nous lance Sarkozy, avec toute une série de dossiers et de chantiers qui s'ouvrent nous pousse à aller plus vite vers l'objectif de la confédéralisation de l'activité syndicale. Ce n'est pas un problème de structure que nous posons là, c'est une dimension nouvelle, qui sera peut-être historique, que le syndicalisme Cgt doit à présent assumer.

Et le travail en réseau

Chers camarades,

A l'heure de l'information instantanée grâce au réseau, à l'époque où chaque entreprise, chaque collectivité, se dote de moyens pour mettre à disposition sa communication sur Internet, nous avons pris du retard.

Notre fonctionnement syndical est encore trop vertical : la circulation de l'information, dans notre conception, se fait toujours encore de bas en haut et de haut en bas. Dans la « vraie vie », cela ne se passe plus comme cela. L'accès à des informations sur un réseau comme celui d'Internet bouscule l'appropriation des connaissances, y compris pour le syndicat. De nombreux syndicats sont connectés, utilisent le réseau pour échanger des informations, pour mener des débats. Et la particularité de ce réseau, c'est qu'il n'est jamais achevé. Il a ses défauts ? Oui. Il n'est pas toujours fiable ? Oh oui... Mais c'est bien pour cela que nous devons y être, pour apporter nos connaissances, nos réflexions, notre expertise comme on dit aujourd'hui.

Nous devons nous emparer mieux de ces outils nouveaux et prendre notre place sur un réseau syndical qui est planétaire. Mais prendre sa place ne veut pas dire contrôler : la particularité de ce réseau est qu'il est incontrôlable. Il s'agit donc bien de s'y engouffrer, de l'alimenter par nos propres bases.

Nous avons, à la Fédération, beaucoup fait pour développer l'information : la qualité de *l'Impac*, pour laquelle je voudrais remercier toute l'équipe rédactionnelle bénévole, ici présente pour faire le quotidien du Congrès, mais également la réactivité dont nous faisons preuve pour alimenter nos syndicats en information, n'est qu'une étape. La prochaine que nous devons mettre en œuvre, c'est de permettre à tous les syndicats d'accéder à un réseau syndical mondial, en partenariat avec l'Uni et l'Icem, permettant à tous les syndicats de se connecter et de créer ainsi un réseau de solidarité active comme nous n'avons jamais pu le faire auparavant.

Ce rapport arrive à sa fin. Il aurait voulu être plus précis sur certains points, mais le débat va nous permettre d'approfondir notre réflexion. Je puis vous dire que toute l'équipe qui a préparé ce Congrès marche à l'espoir. Nous avons des atouts. Nous représentons une Cgt encore forte dans des industries et activités relevant du secteur privé, avec souvent un taux de syndicalisation, un taux de confiance aux élections au-dessus de la moyenne. Mais cela ne peut suffire à notre bonheur : ce sont des atouts, et non pas des rentes assurées. Il faut donc encore travailler à être encore plus et mieux au plus proche des salariés. Nous portons une orientation qui conjugue résistance,



décryptage des injustices, des abus dont notre société est si nantie, nous fédérons des colères et nous le faisons en construisant des revendications qui sont autant de propositions, d'alternatives et qui nous servent pour la mobilisation, l'action.

Nous avons la faiblesse de croire que cette orientation répond aux attentes des salariés, du monde du travail dans son ensemble, ce monde si divers, si différent et ayant pourtant des intérêts communs à défendre. Cela répond à ce monde du travail qui attend du syndicalisme qu'il lui rende le quotidien plus heureux, le bonheur à portée de

main. Que le syndicalisme prenne en charge son souci quotidien et ses craintes sur le futur et que celui-ci ne se contente pas de lui expliquer d'où viennent ses maux mais surtout comment on peut améliorer son sort : la terre promise dans un autre monde ne fait pas oublier l'angoisse immédiate.

Nous avons défendu et voulons continuer à défendre, à la Filpac-Cgt, cette idée du syndicalisme, et d'en faire une organisation dans laquelle chaque salarié, au-delà des ses convictions religieuses, politiques ou philosophiques, a sa place. Nous cultivons les différences comme un

atout et non pas un handicap et nous nous honorons de la diversité d'opinions qui marque notre direction fédérale : cette conception nous a permis de gagner, ces dernières années, de nombreuses militantes et militants, permettant de développer des débats de grande qualité.

A présent, nous devons rendre toute l'action de notre Fédération plus efficace et plus efficiente. C'est vous qui avez les cartes en main ; avec le projet fédéral qui viendra en discussion, nous vous proposons une ambition et, maintenant : « *Que les syndicats décident* » !
Lille, 5 novembre 2007



La vie du Congrès

Commission d'orientation

Président :
Jean Gersin,
Info'com

- Romain Altmann, Info'com
- Patrick Bauret, Venthenat Amcor
- Bruno Chauveau, SCA Le Theil
- Jean-Pierre Combebiac, Toulouse
- Pascal Fiatte, L'Est Media
- Eric Foucaud, Quebecor La Loupe
- Cyrille Fournet, Sopal Dax
- Laurent Gaboriau, Ufict-Ic Interforum
- Anne de Haro, Ufict-IcWolters Kluwer France
- Gérard Letréguilly, SIP
- René Mahaut, retraité Hélio Corbeil
- Marc Norguez, SGLCE
- Marc Peyrade, Info'com
- Jean-Marie Ravé, Arjo Besse sur Braye
- Jean-François Ropert, SGLCE
- Edouard Schoène, CTP Grenoble
- Hubert Strauel, Mulhouse
- Serge Audonnet, Bordeaux

Commission des statuts

Président :
Gérard Fabert,
Ufict-Ic

- Patrick Bertin, Stracel
- Gilbert Bonhomme, SGLCE
- Emmanuel Busson, Reims
- Gilles Férygnac, SGLCE
- Daniel Loubère, Smurfit Socar Villandraut
- René Mahaud, retraité Hélio Corbeil
- Jean-Louis Noblin, Eymen Leidier
- Jean-Marie Rocklin, Mulhouse
- Eric Zivohlava, Correcteur
- Olivier Blandin, Infos'com

Commission des mandats et votes

Président :
Pascal Lefebvre, Pages jaunes

- Pascal Akoun, SGLCE
- René Bécart, Gossens Beauvais
- Patrick Chatet, Poitiers
- Yvonnick Gauchet, Info'com
- Didier Glachant, Ufict-Ic Interforum
- Ali M'Saoura, SGLCE
- Michèle Mathé, Soprodif Clermont Ferrand
- Guy Peyronneau, Lyon
- Patrice Pétrault, Ufict-Ic Bureau Parisien
- Stéphane Puifourcat, Hélio Corbeil
- Franck Salliot, Arjo AA
- Gérard Sénécal, Chapelle DarblayGrand Couronne
- Xavier Didelot, SIP

Commission des candidatures

Président : Denis Rayer

- Steve Beneteau, Rouen
- David Dugué, Vitrolles
- Sylvie Hénon, Mulhouse
- Bernard Margras, Après JOB
- Mario Ciona, Bordeaux
- Patrice Pétrault, Ufict-Ic Bureau Parisien
- Bernard Perez, Centre Presse Rodez
- Marc Pinci, Vitrolles
- Gilles Renoir, Troyes
- Jean-Marc Beauvais, Nantes
- Jean Philippe Maréchal, SGLCE
- David Rousselle, SIP
- Michel Brunot, Infos'com
- Pascal Lebegue, SGLCE
- Jean-Jacques Chemin, Hélio Corbeil
- Patrick Pinceloup, SGLCE
- Laurent Pillitieri, Hebdoprint Brest

Réception à la mairie de Lille

Le premier adjoint au maire de Lille, Pierre de Saintignon, dans son intervention invite les congressistes à se promener dans Lille et rappelle que le beffroi de la mairie construite il y a 74 ans à Saint-Sauveur, dans le quartier populaire de la ville, est le symbole des luttes sociales qui furent le ferment de la création d'une classe où l'on rendait hommage au travail et à la solidarité entre les hommes.

La municipalité actuelle est déterminée à rester à la pointe du développement social, et à favoriser le retour de l'industrie dans la région, ce qui ne pourra se faire sans partenaires et sans renforcement des syndicats.

Il faut faire avancer la démocratie sociale en France et maintenir les valeurs de la gauche.

« Chaque usine qui ferme est un morceau de démocratie qui tombe. »

Michel Muller remercie la mairie pour l'aide apportée dans l'organisation du Congrès de la Filpac dans cette belle ville de Lille historiquement ancrée à gauche, soutenant le mouvement syndical et leurs forces démocratiques pour que s'instaure une société plus juste.

Il rappelle que le choix de Lille et du Nord-Pas-de-Calais n'est pas le fruit du hasard : « Terres de luttes où nous avons mené récemment des

batailles pour préserver l'emploi industriel. »

Troisième région graphique et papetière, région innovante, ouverte sur l'extérieur, développant des technologies nouvelles, ouverte sur l'Europe, conception partagée par la Filpac qui entend bien être présente dans ces espaces.

Le Nord, terre de gauche historique et la gauche peut avoir un avenir si elle reste fidèle à ses valeurs et ses convictions.

Le poids de cette région et son histoire devraient contribuer à la construction rapide d'une alternative politique à gauche en tirant les enseignements du passé récent.



Hier, à la mairie de Lille. Pierre de Saintignon, premier adjoint au maire de Lille, et Michel Muller, secrétaire général de la Filpac-Cgt (ci-dessus), et Philippe Givert, délégué fédéral de la zone Nord, et Philip Jennings, secrétaire général Union Network International (ci-dessous).





Philip Jennings



son usine qui appartient à Sig. Nous avons besoin de votre soutien pour le faire réintégrer. Nous organiserons une journée d'action le 16 novembre. Je demande à la Filpac de nous soutenir. Je suis ici pour vous parler de la mondialisation mais permettez-moi de faire quelques observations sur la «sarkoisation» de la France.

Ce n'est que le début alors peut-être devrais-je être prudent.

Il parle d'être créatif et innovant mais il agit comme *Demolition Man*. Cela ressemble à une vaste entreprise de démolition des acquis sociaux.

Il parle de gagner la course vers l'excellence, mais pratique plutôt la course vers le bas. Il veut rendre la France compétitive dans le monde en appauvrissant les travailleurs français.

Il parle de champions français, mais ce qu'il entend ce sont les élites qui sont prêtes à lui céder des yachts de luxe pour ses vacances dans de splendides endroits isolés où il ne peut sentir les pressions et les angoisses des travailleurs français.

Il parle de relever le pouvoir d'achat mais il augmente la TVA et les taxes sur les ordonnances médicales. Il baisse les impôts aux riches et les augmente aux pauvres.

Sarkozy est à la justice sociale ce que Monsieur Hulot fut au service postal français.

Les syndicats doivent réagir. Vers qui d'autres peuvent se tourner les Français ?

Les cheminots ont eu leur journée d'action. Ce ne seront pas les derniers. Bonne chance pour le 13 novembre.

Monsieur Sarkozy, les vrais champions de France, c'est le peuple français.

Ceux qui travaillent dur, qui rendent les entreprises productives, qui contribuent à bâtir des entreprises prospères, ont fait des sacrifices, élèvent une famille, créent des communautés, donnent à la France ce panache et cette passion pour la vie que nous aimons tout et que nous admirons.

Je le défie de se mettre dans la peau d'un travailleur français et de subir les pressions dont ils font l'objet.

Ils entendent sans cesse la rengaine qu'ils ne méritent pas leur salaire, qu'ils travaillent trop peu d'heures, que leur comportement doit s'améliorer, que leurs droits à des pensions et retraites suffisantes constituent un luxe, que la sécurité sociale est trop généreuse et coûte trop cher, au point de se sentir coupables de tomber malades.

Monsieur Sarkozy, le sentiment anti-syndical dans ce pays augmente et cela menace votre démocratie. La devise de la République française est Liberté, Égalité, Fraternité.

J'ai visité le Panthéon. Il célèbre votre science, votre génie, et ceux qui ont apporté au monde les notions de droits humains, de liberté d'expression et de liberté syndicale.

Beaucoup de ces héros doivent se retourner dans leur tombe en entendant le langage antisyndical et antisocial qui monte en France.

En tant que président, vous avez une responsabilité vis-à-vis de tous les Français, pas uniquement des riches.

Bien sûr, nos politiciens se soustraient à leurs responsabilités en invoquant les pressions engendrées par la mondialisation.

Ils prétendent que c'est la fatalité, mais ce ne l'est pas. Ils peuvent faire quelque chose pour remettre les gens en tête des priorités de l'agenda mondial. A Uni, nous croyons qu'une autre mondialisation est possible.

La mondialisation fonctionne pour certains mais pas pour tous.

Les inégalités augmentent. La part des salaires dans la richesse nationale n'a jamais été aussi basse, tandis que la part des profits n'a jamais été aussi haute. Le prix payé pour écraser les syndicats, limiter notre droit à nous organiser, nous empêcher de négocier. Voilà ce que perdent les travailleurs.

Mais ce sont des gagnants, donc il ne faudrait pas s'inquiéter. Mais nous devons nous inquiéter. Voici pourquoi : les hauts dirigeants des fonds d'investissements privés et des fonds spéculatifs gagnent plus d'argent en dix minutes qu'un Américain moyen en une année.

Les 20 dirigeants les plus grassement payés gagnent en moyenne 657 millions de dollars, soit 22,255 fois plus que le salaire annuel moyen d'un salarié américain qui est de 29,5 dollars.

Les patrons américains gagnent 500 fois ce que gagne le travailleur moyen. Les patrons britanniques gagnent 100 fois ce que gagne le salarié moyen.

Leurs gains font exploser l'inflation. Ils sont rétribués quelles que soient leurs performances, même s'ils échouent. Dans ce monde où les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres plus pauvres, 2 milliards de personnes survivent avec 2 dollars par jour. C'est tout simplement immoral.

La mondialisation a amené la volatilité financière. Nous vivons maintenant la crise financière des subprime, des prêts à haut risque, après l'éclatement de la bulle Internet, après la crise asiatique, ensuite, ce sera la Russie, avant celle du Mexique.

La crise en Amérique est ressentie par les plus pauvres qui ne peuvent plus payer leur prêt hypothécaire. 47 millions d'Américains n'ont pas d'assurance de soins de santé. Maintenant ils sont dépossédés de leur maison. Les Américains sentent qu'ils n'y arrivent plus. Pendant ce temps, Bush continue sa guerre en Irak. Monsieur Bush, le moment est venu de quitter l'Irak.

Nous espérons un changement politique aux Etats-Unis. Si les Américains sont plus pauvres aujourd'hui, c'est parce que dans le monde libre, les Etats-Unis sont les champions de l'anti-syndicalisme.

Nous sommes confrontés à la financiarisation de la mondialisation. Ce qui compte c'est le résultat final. Les sociétés de capital-investissement peuvent acheter n'importe quelle entreprise n'importe où.

Elles bénéficient d'avantages fiscaux, elles opèrent dans l'ombre, elles extraient toute la valeur d'une entreprise, elles la dépouillent pour obtenir un rendement de 20 pour cent.

Nous sortons de l'ombre les fonds d'investissements privés et les fonds spéculatifs. Uni a un plan mondial pour mettre au pas les fonds d'investissements privés et les fonds spéculatifs. Nous devons aussi apprivoiser les fonds souverains. Ce sont des fonds détenus par les gouvernements qui achètent des actions dans des entreprises, c'est l'inverse de la nationalisation. Ce ne sont pas des actionnaires ordinaires. Ils peuvent avoir d'autres intérêts. Pour moi, il serait logique de limiter ces investissements et de veiller à ce que les investisseurs respectent les normes fondamentales du travail. Nous relevons le défi d'établir une réponse syndicale aux fonds d'investissements privés, aux fonds spéculatifs et aux fonds souverains.

Nous vivons à l'ère de la production mondiale et des chaînes d'approvisionnement mondiales. La tempête de la mondialisation atteint le secteur graphique. Une production à tout moment, en tout lieu.

Trop souvent la production se fait dans des zones économiques spéciales où la législation du travail est en suspens et où les syndicats ne peuvent agir.

Nous devons interdire les zones exemptes de syndicat, de législation du travail, toujours et partout.

Nous assistons à la montée en puissance de l'Asie, et surtout de la Chine et de l'Inde. La Chine a une main-d'œuvre de 706 millions de personnes. L'Inde de quelque 400 millions.

La Chine sera l'économie n°1 dans le monde, et l'Inde est déjà à la troisième place. La production graphique est en pleine croissance en Asie.

La tâche d'Uni est d'établir des syndicats forts dans toutes les nations asiatiques. La semaine dernière, Uni Graphique était en Inde. Nous avons visité des usines où le temps de travail n'est pas respecté, où les salaires sont si bas qu'ils permettent juste de survivre.

Dans un endroit, il n'y avait même pas d'eau potable à disposition. Nous sommes allés en Chine. Nous voulons aussi élever les conditions dans ce pays. Nous travaillons avec le Vietnam. Nous venons d'affilier un syndicat vietnamien, le tout premier de notre histoire. Uni Graphique est présent sur le terrain.

Les changements technologiques ont été mis en œuvre à l'échelle mondiale. Aujourd'hui le secteur emploie moins de main-d'œuvre qu'il y a dix ans.

Dans de nombreuses parties du monde, d'autres médias rivalisent avec les entreprises graphiques pour l'impression. De nouveaux médias sont en pleine croissance. Nous devons établir une présence syndicale dans ces nouveaux médias. Cela peut se faire.

Uni se joint à vous dans votre refus d'amalgamer révolution numérique et libéralisme.

Nous devons relancer le débat concernant la concentration des médias et les dangers qu'elle représente pour une véritable liberté d'expression.

Nous devons opter pour une utilisation démocratique des réseaux numérisés contre leur appropriation par les groupes qui dominent la communication, l'information et les biens culturels. Nous combattons la walmartisation du secteur graphique. Wal-Mart licencie tout qui se syndicalise et ferme toute succursale si elle est syndicalisée.

Wal-Mart est énorme, puissante et utilise cela pour comprimer les coûts tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Cette compression est appliquée aux entreprises qui à leur tour compriment leur personnel. Nous assistons à la montée de la sous-traitance, du travail informel, des heures supplémentaires non rémunérées, de l'annulation des conventions collectives, de l'exploitation des travailleurs migrants. Nous parlons du prolétariat, nous devons maintenant parler du précaire.

Je soutiens votre idée d'un statut du travail salarié pour tous. Si vous travaillez, votre travail doit être reconnu, votre travail doit être équitable. Tous les travailleurs doivent être couverts par un statut du travail salarié.

Je vais vous dire quelque chose : mondialisons la campagne. Disons qu'aucun travailleur ne doit être laissé de côté. Un statut pour tous, pas seulement pour quelques-uns.

Tous pour un ! Un pour tous ! J'ai déjà entendu cela quelque part !

Nous faisons campagne pour tous les travailleurs graphiques, pour que partout ils soient couverts par les normes du travail et une convention collective. C'est faisable.

Mondialisation signifie concentration de propriété des entreprises. Moins d'entreprises mais plus puissantes. Notre objectif est de mondialiser le respect des droits syndicaux. Notre approche consiste à établir des alliances syndicales d'Uni dans ces multinationales. Les frontières nationales ne constituent pas des obstacles à notre travail.

Nous avons trois accords dans le secteur graphique. Nous avons mis en place plusieurs alliances syndicales. Je suis séduit par votre idée de label qu'une entreprise doit conquérir en n'étant pas socialement responsable dans les paroles mais dans les faits.

Je suggère que vous ajoutiez la conclusion d'un accord cadre mondial à votre liste pour obtenir le label.

Syndical mondial. Accord mondial. Label mondial. Pourquoi pas ?

Nous organisons des journées d'action. Nous avons conclu le premier accord avec une entreprise africaine, Nampak. Le syndicat était prêt à partir en grève pour cet accord. Par ce travail, nous établissons des syndicats, nous recrutons de nouveaux membres, sommes les entreprises de s'expliquer. C'est l'une des façons dont nous abordons l'externalisation et la délocalisation.

Nous avons 40 comités d'entreprise européens en place. Filpac joue un rôle clé pour établir la solidarité et coordonner le travail syndical.

En Europe, nous avons un groupe de négociation collective qui coordonne nos revendications et nos actions.

En Europe, c'est Uni-Europa qui a conduit la lutte contre la lamentable directive des services. Elle aurait légalisé le dumping salarial et démolit la négociation collective. C'était un complot bien pensé et orchestré pour mettre fin à de vraies négociations salariales en Europe. Nous l'avons combattue et nous avons gagné. Merci pour votre soutien.

Nous sommes présents en Europe et luttons contre la tendance à mettre l'activité économique au premier plan et le social en dernier. Nous avons combattu la libéralisation postale, mais les gouvernements avaient jeté l'éponge. Nous nous battons contre la Banque centrale européenne qui place le contrôle de l'inflation avant les emplois. Nous luttons pour une Europe qui apporte quelque chose de positif dans la vie des gens. L'UE représente une union économique néolibérale, pas une union de l'emploi.

Nous voulons une vraie politique industrielle européenne pour ce secteur. L'UE nous ignore. Nous voulons œuvrer avec les employeurs pour développer une politique qui porte sur la productivité, la formation, le renouvellement des compétences, l'innovation et l'investissement.

L'UE est née d'une politique industrielle pour le charbon et l'acier. L'économie mondiale nécessite une réponse européenne. Au lieu de cela, nous n'entendons que la rengaine néolibérale : déréglementation, compétitivité. Nous avons besoin d'un dialogue social pour élaborer une politique industrielle.

Le nouveau traité va être soumis à la ratification. Est-ce ce que l'Europe peut faire de mieux ? A mon avis, NON.

Camarades de la Filpac, Uni Syndical mondial croit en l'action pour changer le monde. Uni n'est pas un lieu de réflexion dans un fauteuil.

Nous avons changé la politique du Fmi et de la Banque mondiale. Pas de prêt aux entreprises si elles ne respectent pas les droits fondamentaux du travail. En collaboration avec d'autres Ong, nous avons apporté l'allègement de la dette aux nations. Nous avons mis la réduction de la pauvreté au cœur du débat mondial. Nous avons sorti de l'ombre les fonds d'investissements privés. Avec l'Oit, nous avons mis les normes fondamentales au centre de la politique d'Uni. Nous construisons des syndicats. Nous avons des projets dans 60 pays.

Construire des syndicats dans les nations, dans les entreprises. Notre programme est le développement syndical. Nous voulons porter le message à tous les travailleurs graphiques, à tous les salarié(e)s, jeunes et vieux.

Nous sommes là pour défendre les droits syndicaux.

Lorsqu'il y a une victime, nous sommes là. Nous rejetons le racisme, la xénophobie et la discrimination. Nous portons le combat dans les multinationales. Nous organisons des journées d'action, des campagnes. Nous signons des accords mondiaux pour apporter la transparence et la justice.

De l'usine au sommet du G8, nous menons la lutte. Nous veillons à ce que notre voix soit entendue. Nous demandons un siège à la table.

Nous faisons tout cela parce qu'il existe des syndicats comme Filpac. Un syndicat fort, critique, tourné vers l'avenir, ayant une perspective mondiale.

Nous avons une vision globale. Vous nous encouragez et faites pression sur nous pour que nous soyons ambitieux, que nous restions loyaux envers nos valeurs fondamentales en œuvrant dans un contexte mondial.

Merci Filpac. Merci Michel Muller. Merci aux délégués et aux membres que vous représentez. De tous les coins de l'Hexagone, vous nous permettez d'être forts dans le monde.

Nous avons de nouveaux défis mondiaux, nous les relevons. Nous avons de nouveaux espaces de travail, nous les remplissons. Nous avons de nouveaux espoirs. Pourquoi ?

Parce que nous luttons. Parce que nous gagnons.



**L'INTÉGRALE DE BLAKE ET MORTIMER
ÉDITION ORIGINALE EN 12 BD COLLECTOR**

**6€^{*}
40**
en plus du Monde

Dès le 9 novembre,
La Marque jaune
avec **Le Monde** et **Le Monde 2**.

Avec la collection intégrale "Le Monde de Blake et Mortimer", plongez dans l'univers de E.P. Jacobs. Découvrez les aventures de ces deux héros mythiques en 12 albums dans leur édition collector avec couleurs d'origine et dos toilé.

Plus d'informations : www.lemonde.fr/M

Et si vous êtes abonné,
découvrez vos privilèges en téléphonant
au **0825 120 219** (0,15€/min) ou par internet.



*12 tomes - sans supplément Le Monde 2 - sans BD - sans La 17 - Le Somme de l'Espérance, tome 1 - 4,90 € (offre de lancement valable à partir du 09/11/07 jusqu'au 31/01/08). Chaque BD peut être achetée séparément à la boutique du Monde - 60, Bd Bonaparte, 75013 Paris, ou par correspondance. Voir coordonnées en page 99 sur le site www.lemonde.fr - Offre limitée à la France métropolitaine, dans la limite des stocks disponibles. © Editions Blake et Mortimer / Blake et Mortimer (Lombard S.A.) 2007. Tous droits réservés. Conception : France Ltd.



Gérard Gatinot : « Comprendre les choses plus humainement, et plus efficacement ! »



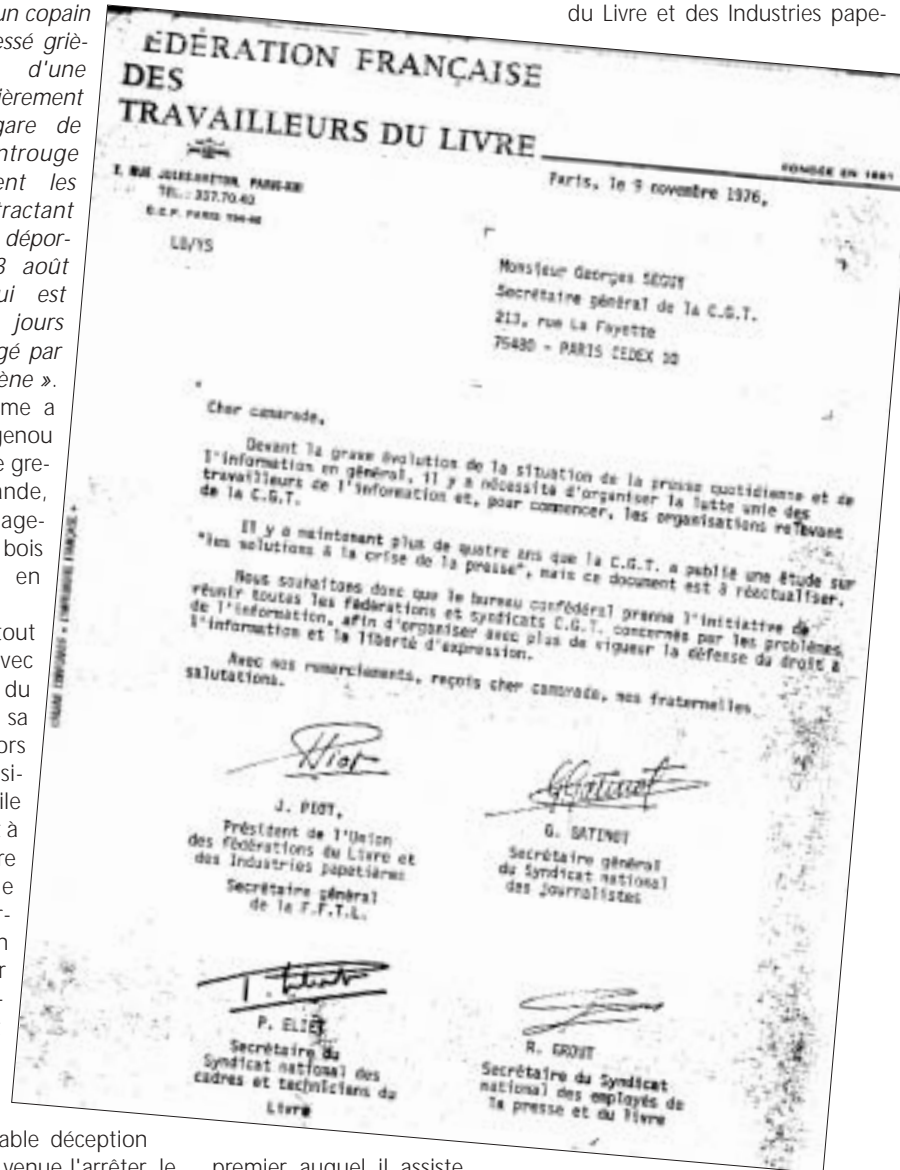
FAUT-IL encore présenter Gérard Gatinot ? Certes, notre camarade a fêté ses 80 ans le 27 juillet dernier, mais si peu d'entre nous ne l'ont pas connu, presque aucun ne l'a oublié. Gérard a répondu, bon pied bon œil, à l'invitation qui lui a été faite, comme à chacun de ses congrès, par la Filpac-Cgt. Dès l'ouverture de nos travaux, celui qui fut le secrétaire général du Syndicat national des journalistes Cgt (Snj-Cgt) pendant plus de vingt ans (1968-1990), celui qui a toujours prôné l'union de son organisation avec notre Fédération se tenait dans les premiers rangs des invités de marque dans la salle du Congrès. Et comme Gérard Gatinot est une forte tête comme on en fait peu, si on lui demande ce qu'il attend du millésime 2007 du Congrès fédéral, sa réponse fuse sans hésitation, simple comme une évidence : « *Qu'une plateforme de rassemblement devienne possible avec tous les journalistes Cgt, avec le Snj-Cgt, car nous avons tellement de travail commun à abattre !* » Mais que l'on ne s'y trompe pas. Cela fait

longtemps que Gérard pense que la difficulté (c'est un euphémisme) de réussir ce rassemblement n'incombe pas à la Filpac-Cgt, loin s'en faut... Il le pense et ne se prive pas de le dire ouvertement, y compris face aux principaux fauteurs de division. Cette liberté absolue de conscience, et d'expression, est sans doute la première marque de Gérard Gatinot, lequel dit pourtant toujours ce qu'il a à dire, même quand cela n'est pas spécialement consensuel, avec une étonnante douceur. Car la sérénité et même une certaine joie permanente, même dans des situations d'apparence dramatique, sont d'autres traits de son caractère, parmi ceux qui frappent dès qu'on le rencontre. Comment pourrait-il en être autrement, lorsque l'on connaît un peu sa vie et, pour commencer, son enfance. Né en 1927, à Châtillon-sous-Bagneux, alors dans la Seine (aujourd'hui Hauts-de-Seine), fils d'un militant qui est passé du socialisme au communisme lors du Congrès de Tours, ancien combattant de la Grande Guerre et surtout résistant de la première heure (dès juillet 1940), Gérard a 14 ans seulement quand il commence à

distribuer ses premiers tracts d'appel à combattre l'occupant, au marché, tard le soir, comme le fait déjà son grand frère. De fil en fusil, le tout jeune homme, qui est alors un élève brillant à Paris, au lycée Henri-IV, se lance, sous la conduite et la protection de son père, dans des actions armées, avec ses camarades FTP. Gérard Gatinot n'aime pas s'appesantir sur ces années, craignant par-dessus tout la gloriole attachée à ses activités clandestines, menées sous une fausse identité d'ouvrier ajusteur, mais s'attristant aussi sur le sort funeste d'un de ses camarades, « *un copain de la JOC, blessé grièvement lors d'une action particulièrement dure à la gare de Châtillon-Montrouge (d'où partaient les locomotives tractant les trains de la déportation), le 13 août 1944, et qui est décédé trois jours plus tard, rongé par la gangrène* ». Gérard lui-même a été blessé au genou par un éclat de grenade allemande, lors d'un engagement dans le bois de Clamart, en mars 1944. Il se souvient tout de même, avec admiration, du sang-froid de sa mère qui, lors d'une perquisition au domicile familial, réussit à faire disparaître les paquets de tracts recherchés par un véritable tour de prestidigitation. Il rit même comme un gamin farceur en évoquant la probable déception de la Gestapo venue l'arrêter, le 10 mars 1944, au logis où il n'était plus... Cependant, Gérard pèse ses mots, lorsqu'il évoque l'importance cruciale, pour lui, de cette éducation résistante. « *C'est certainement ce qui m'a fait m'engager pour toujours dans la bataille* », pense-t-il tout haut, ajoutant que « *cette éducation a eu fatalement des répercussions : elle*

m'a appris à comprendre les choses plus humainement et plus efficacement ». Ensuite, tout s'est enchaîné sous le signe de la fraternité, une valeur partagée avec ses camarades du Parti communiste, amis aussi bien au-delà. Un temps secrétaire parlementaire du député Albert Petit, sa carrière de journaliste commence, en 1954, après une formation à l'école centrale du Parti, où ses talents et sa force sont évidemment repérés. L'embauche à *L'Humanité* vient vite, puis l'engagement au Snj-Cgt dont le Congrès de 1955, à Amiens, le

secrétaire général dès 1968, Gérard n'a de cesse de développer son syndicat et il rencontre, avec l'aide de la Fédération du Livre, un évident succès. Les sections naissent à *L'Est républicain*, à *Paris-Normandie*, au *Progrès de Lyon*, au *Télégramme de Brest*, à *Nice-Matin*... Dans le même mouvement, maître Gatinot milite sans relâche pour le rassemblement des forces Cgt dans la presse quotidienne et dans le secteur de l'information en général. Il est d'ailleurs soutenu, à l'époque (voir le document), par ses amis Plot (président de l'Union des fédérations du Livre et des Industries pape-



premier auquel il assiste, lui a laissé un souvenir burlesque : « *On était douze, mais on faisait du bruit comme cinquante. Je me suis dit : "Merde ! C'est un congrès, ça ?" J'étais logé dans une chambre d'hôtel luxueuse et on a fait un banquet de clôture dans le plus grand restaurant de la ville...* » Secrétaire général adjoint du Snj-Cgt à partir de 1967, puis

tières), Eliet (secrétaire du Syndicat national des cadres et techniciens du Livre), Grout (secrétaire du Syndicat national des employés de la presse et du livre) et... Georges Séguy, secrétaire général de la Cgt. L'avenir, notre avenir commun lui donnera bientôt raison. Qui oserait encore en douter ? **Antoine Peillon**

TV
MAGAZINE
tvmag.com

Retrouvez chaque
semaine le n° 1
de la presse française
avec votre
quotidien régional



TV Magazine

pour de grands moments
de télévision

→ 7 jours + 6 de programmes

→ Les grandes chaînes nationales

→ La TNT

→ Le câble

→ Le satellite

→ Les chaînes frontalières

→ Les chaînes locales



Vidéos, infos, people, le meilleur de la télé sur www.tvmag.com

